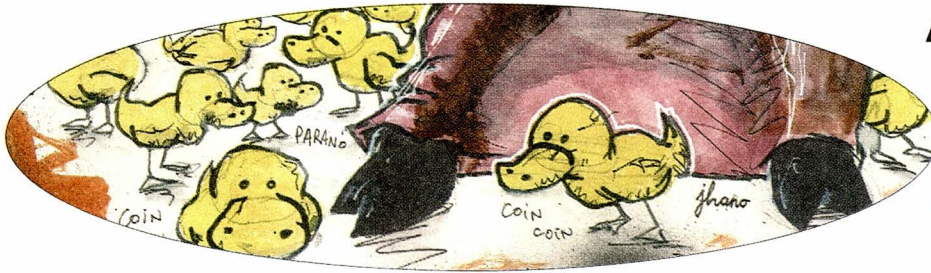


LE VRAI VISAGE DE LA GRIPPE PORCINE



Sommaire



Anges ou démons, par M. Rajsfus, page 4

Brèves combatives, page 6

Pandémie phobique, par Moriel, page 7

Fronts fuyants, par Hugues, page 8

L'Éducation entrepreneuriale, par Fred, page 9

Rumba en **Kanaky**, par Christophe, page 10

Exercices **participatifs**, par N. Baillargeon, page 11

Répression musclée en **Argentine**, par A. Moldes, page 14

Libertaires **portugais**, par Fred, page 15

Musique littéraire, par P. Hussion, page 17

À chacun sa **résistance**, par T. Holterman, page 18

Chéri-Bibi, le retour, par Bibo, page 19

Une toile de terreur iranienne, par H. Hurst, page 20

Ça bouge, page 21

La **radio** qui décoiffe, page 22

L'agenda, page 23



BULLETIN D'ABONNEMENT

Tarifs

(Hors-série inclus)

France

et DOM-TOM

Étranger

3 mois, 13 n^{os}

☐ 20 €

☐ 27 €

6 mois, 25 n^{os}

☐ 38 €

☐ 46 €

1 an, 45 n^{os}

☐ 61 €

☐ 77 €

(en lettres capitales. Règlement à l'ordre de Publico, à joindre au bulletin)

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

Code postal _____ Ville _____

Abonnement de soutien

1 an, 45 n^{os} ☐ 76 €

Pour les détenus et chômeurs, 50 % de réduction en France métropolitaine. Les chèques tirés sur des banques hors France subissant une taxe exorbitante (plus de 15 euros), nous vous demandons d'effectuer vos paiements par virement bancaire international (IBAN: FR7642559000062100287960215). (BIC: CCOPFRPPXXX)

Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière feuille de routage.

Rédaction et administration: 145, rue Amelot, 75011 Paris. Tél.: 01 48 05 34 08 – Fax: 01 49 29 98 59

Directeur de publication: Bernard Touchais – Commission paritaire n° 0609 C 80740 – Imprimerie EDRB (Paris)

Dépot légal 44145 – 1^{er} trimestre 1977 Routage 205 – EDRB Diffusion NMPP. Photos et illustrations de ce numéro: droits réservés.

Après ces congés passés au soleil ou au pieu dans son HLM, force est de constater que cet été ça a été chaud mais pas brillant.

En vrac: le rapport (de commande) Léger suggère comme prévu la suppression des juges d'instructions aux interventions déjà rarissimes, pour une « justice » entièrement à la botte de l'exécutif. Montesquieu, retourné dans sa tombe, en mange son chapeau. Grand ramdam dans Landerneau autour d'une probable grippe cochonne: entre capitalisme du désastre et prudence électorale, c'est encore un milliard de plus en moins consacré à l'achat de 92 millions de vaccins encore pas autorisés par l'AMM à ce jour. Tout bon pour les labos. Un titata de 3 000 coupables d'abus bancaires à l'étranger qui ne seront sans doute jamais inquiétés, un Kerviel renvoyé en Correctionnelle puis repêché in extremis par une bien docile Cour de cassation. Un déficit budgétaire de 80 % du PIB – record battu – grâce entre autres au bouclier fiscal et au cadeau de 6 milliards de taxe professionnelle fait aux pleurnichards du Medef. Une hypocrite et hypothétique taxe carbone, répercutable comme de juste sur les consommateurs, une politique de croissance inepte, une prime à la casse qui pousse à acheter des bagnoles neuves et en rajoute à la pollution des gros industriels. Une rentrée scolaire avec 13 500 postes en moins à l'EN et la suppression des Rased: les pauvres n'ont qu'à apprendre à lire sur les prospectus Carrefour. En loucadé pendant les chaleurs, le travail du dimanche a été réintroduit en zones touristiques. Ce genre de mesure il y a vingt ans ... c'était la grève générale. Pourtant Thibault, partenaire social mais compréhensif, caché derrière ses cravates de VRP, laisse tomber les bases qui comme les « Conti » ont le courage de le trouver mou-du-genou.

Y'a qu'à l'étranger que ça bougeotte: après les solides contestations aux élections iraniennes, ça renaude maintenant au Gabon: Ali Bongo, fils de son père, élevé dans les saints principes de la Françafrique, voudrait bien le pouvoir; malgré son fric, ses armes, ses appuis et son toupet, ça rouspète et ça incendie le consulat franchouillot de Port-Gentil. Pourquoi se gêner, Bush en son temps avait bien été élu avec moins 500 000 voix! À quand cheu nous, en Europe, un tel sursaut populaire de dignité, une telle volonté de mettre à bas les classes héréditairement dominantes et ces monarchies électives qui nous mettent en coupe réglée? À quand une démocratie et une gestion directes, une fédéralisme des communes, une prise en main révolutionnaire de nos problèmes?

AVANT LES VACANCES D'ÉTÉ ça avait dérapé sévère à la CGT près de la place de la République à Paris. Un commando, estampillé service d'ordre de la CGT, expulsait les sans-papiers qui étaient à la Bourse du travail de la rue Charlot¹...

La confédération syndicale, sise à la porte de Montreuil au-delà du périphérique francilien, aurait-elle autant de courants qu'une vulgaire organisation spécifique?

Prenons les dernières mobilisations sociales qui ont alterné avec les séquestrations des patrons divers et la menace des bonbonnes de gaz². Les boutiques syndicales toutes tendances confondues ont, dans le meilleur des cas, déclaré comprendre la colère du monde du travail.

Révolte sociale, fronde syndicale faisaient la une des journaux. Là, un « bras droit » de Bernard Thibault déclarait fin juillet dans le *Parisien*: « Il n'y aura pas de grève générale. Le grand soir, c'est dans les livres. » On en reste bouche bée... Pour celles et ceux qui militaient syndicalement dans les années soixante-dix, ça rappelle le recadrage de la CFDT. Qui venait après la bride sur le cou de l'après 68 et les « références » à l'anarchosyndicalisme!

Eh oui, sous le même sigle on peut faire le travail de la police en virant des femmes et des hommes sans papiers et se battre pour le respect du Code du travail chez le restaurant Oscar, place de la Bastille à Paris. Dur, dur de continuer à payer ses timbres confédéraux.

Au milieu du mois dernier (le 17 août pour être précis), le délégué syndical CGT de Continental (Oise) a fait très fort devant les micros de France Info. Ça a été repris par tous les médias, mais le *Monde libertaire* se doit de le reproduire: « Les Thibault et compagnie, ce n'est bon qu'à frayer avec le gouvernement, à calmer les bases. Ils ne servent qu'à ça, cette racaille. » Ça c'est sûr, toute la militance syndicaliste est au courant, mais quand c'est écrit dans le journal!

Le 5 septembre, un rassemblement concert était prévu à Bordeaux devant l'usine Ford de Blanquefort. À Paris, le 17 septembre à 11 heures, un rassemblement est organisé devant la Bourse (au Palais Brongniart, métro Bourse).

Sur la toile, ouvalacgt, elles et ils s'interrogent, les anarchosyndicalistes aussi. Il y a peu de temps pour organiser les convergences pour qu'au prochain congrès de la

CGT (7 décembre à Nantes) Thibault and Co aient chaud aux fesses. Ou plus?

Jean-Pierre Germain



1. La décision avait été prise lors d'une réunion du l'Union départementale CGT. Toute personne syndiquée devrait avoir accès au compte rendu de cette réunion. Non?

2. « Prolétaire, renverse la marmite... » disait-on au début du siècle dernier.

Post scriptum de rentrée

Il y a quelque temps (on va dire au siècle dernier), le mois d'août voyait apparaître dans un quotidien de l'après-midi ce que d'aucuns appelaient des devoirs de vacances. C'était dans la tradition, les secrétaires des centrales syndicales représentatives y allaient de leur pensum. Ils exposaient leur analyse de la situation sociale et la réponse syndicale qu'ils préparaient. Ça n'avait pas le goût du Grand Soir, c'était plutôt le minimum syndical, mais...

Maintenant le brouet est étrange. Le responsable de la boutique de la porte de Montreuil n'appelle plus à la lutte « à l'initiative de la seule CGT » mais à une « mobilisation unitaire » dans le cadre d'une journée d'action internationale. Celle-ci est soutenue par la Confédération européenne des syndicats (CES)... ça nous promet encore des manifestations promenades qui enchantent tant le monde du travail.

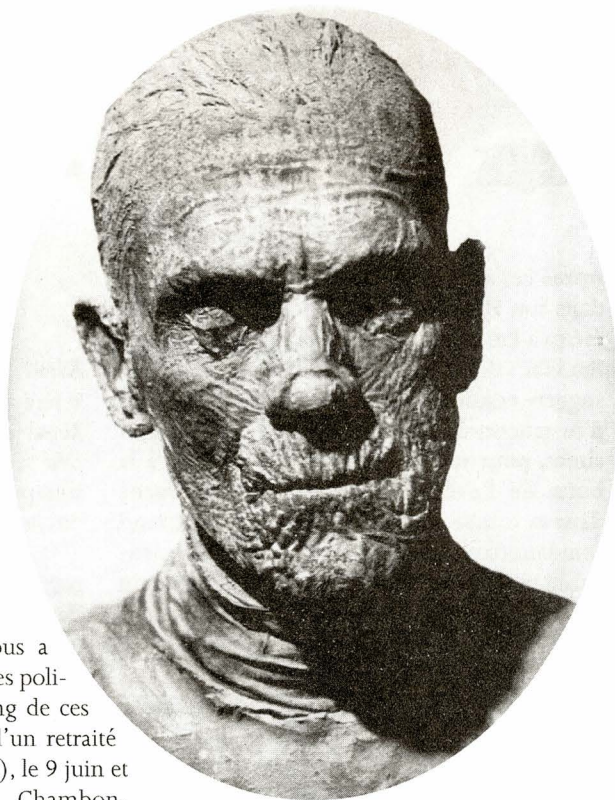
La CFDT, selon la formule consacrée, est « plus portée sur les rendez-vous de négociations avec le patronat et le gouvernement ». Seule Force Ouvrière maintient l'idée « d'une grève carrée » tenant compte de la lassitude des syndiqués devant les défis sans lendemain.

Donc une réunion unitaire pour la rentrée syndicale est plus qu'incertaine... Il y a toujours en toile de fond la réforme de la représentativité syndicale qui plombe toutes les relations syndicales.

Celles et ceux qui tentent de dépasser les discours confédéraux et de concrétiser la mobilisation dans les luttes atteindront-ils leur but? Il y a des échéances, des rendez-vous à ne pas manquer.

J.-P. G.

A l'ombre de nos anges gardiens



L'ÉTÉ QUI VIENT DE S'ÉCOULER nous a apporté son lot habituel de bavures policières sanglantes. Au premier rang de ces dérives, le tabassage meurtrier d'un retraité algérien, à Argenteuil (Val-d'Oise), le 9 juin et le suicide suspect, au Chambon-Feugerolle (Loire), d'un jeune Français, pré-nommé Mohamed, dans une cellule du commissariat de police. Mentions particulières pour l'affaire de Montreuil qui, le 8 juillet, a vu un jeune homme perdre un œil suite à un tir tendu de flash-ball, ainsi que la mort, le 9 août, d'un motard âgé de 18 ans, à Bagnolet (Seine-Saint-Denis), après une course-poursuite conduite par des policiers qui le serraient de trop près. Cela noté, n'oublions pas les « brouilles », très nombreuses, dont le détail n'est pas connu, mais le 16 juin, le ministère de l'Intérieur devait rendre public le nombre de sanctions prononcées, en 2008, par les commissions de discipline de la police nationale: soit quelque 3 423 dérapages policiers ou authentiques bavures; chiffre en augmentation de 13,6 % par rapport à 2007.*

Maurice Rajsfus

Une confrérie infréquentable

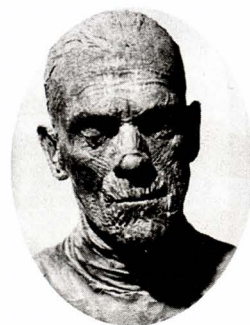
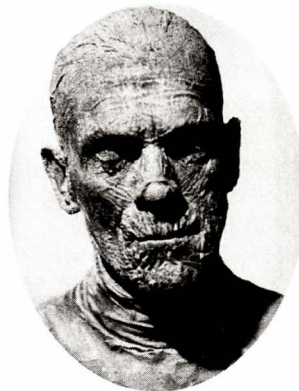
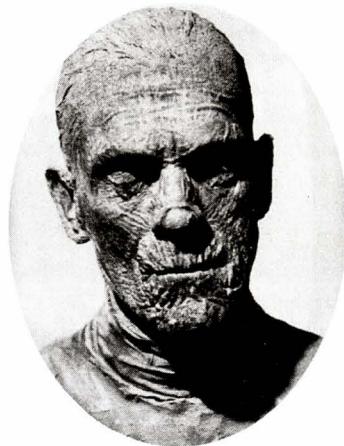
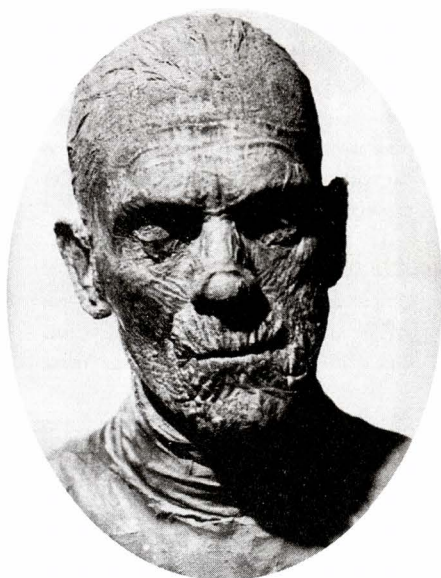
Il paraît que notre société serait en péril s'il n'y avait pas de forces de l'ordre pour la protéger. Ah bon? Les grands esprits ont toujours cherché à nous convaincre que les policiers étaient missionnés pour assurer la sécurité des biens et des personnes. Est-ce bien le cas, pourrions-nous demander naïvement? En fait, seuls les biens, dans leur globalité, seraient plus dignes d'intérêt, si l'on en croit les bons apôtres, que les femmes et les hommes qui composent notre société. Dans leur majorité, nos contemporains paraissent admettre cette vérité simpliste que, sans nos policiers, tellement attentifs à notre bien-être, nous risquons de sombrer dans cette anarchie tant redoutée par les hommes d'ordre. Soyons candides: comment serait-il possible de faire respecter les édits, même les plus répressifs, sans la présence de cette troupe de civils souvent lourdement armés? Il faut en être convaincu: le bon ordonnancement de notre civilisation

avancée ne saurait être envisagé sans cet encadrement, rude mais nécessaire!

Bien sûr, il y a les malandrins qui ne cessent de nous gâcher la vie sans lesquels notre sécurité serait idéale. Il est donc indispensable de bénéficier d'une protection et, comme l'avait si bien exprimé un ancien Premier ministre de gauche: « La sécurité est une valeur de gauche! » Il n'en reste pas moins qu'il se trouve de nombreux gredins légaux dans les rangs des chevaliers du guet. Ainsi, parmi ceux que l'on décrit comme les meilleurs protecteurs des honnêtes gens, il est possible de croiser des petits voleurs et des grands escrocs, des brutes, des sexistes, des racistes, et même des violeurs. Sans négliger les auteurs de faux témoignages (esprit de corps oblige), tout comme des fabricants de fausses preuves.

Tous ceux-là sont au service de cet État qui leur dispense un salaire approximatif, et une retraite presque convenable. Tous ceux-là, y compris leurs collègues qu'il serait possible de considérer comme fréquentables, ont le verbe haut, le geste impératif, et ne supportent pas la moindre réplique. Comme nous tous, ils sont faits de chair et de sang, mais ce n'est qu'une apparence. Ceux-là appartiennent à une contre-société dont l'objectif consiste à contrôler des « individus » qu'ils ne peuvent se résoudre à considérer tels leurs semblables. Tout simplement, dans la sinistre réalité, ce sont les serviteurs de la loi pure et dure – *dura lex sed lex* – face à une population globalement suspecte qu'il convient de faire marcher droit.

Est-ce là l'image d'une société qui se proclame démocratique? Ce qui se passe dans cette France, jadis patrie des droits de l'Homme, et lieu d'asile pour tous les opprimés, ne fait qu'inquiéter. Cela fait pourtant plusieurs décennies que le pays des libertés



évolue lentement vers un totalitarisme qui serait acceptable, à l'ombre des matraques des forces de l'ordre. Pourtant, depuis le printemps 2007, les rythmes n'ont fait que s'accélérer – cela dans l'indifférence quasi générale. Le réveil sera d'autant plus rude que le billet de retour s'avérera très long à obtenir. Il nous faudrait, entre-temps, espérer s'habituer, faire le dos rond, raser les murs, sans oublier de faire la révérence à ceux qui n'attendent que le moment propice pour nous bastonner ou nous aveugler généreusement avec les gaz lacrymo.

Il faudrait aimer les uniformes

Ayant pour mission de faire respecter l'ordre public, il paraît naturel aux policiers de veiller également à cet ordre moral dont ils estiment être les garants. Dès lors, ne pas prendre au sérieux les impératifs de cette République où les petites casquettes servent une loi qu'ils appliquent à l'excès, y déroger même, ce serait risquer d'être considérés comme des associés dangereux qu'il est impératif de marginaliser, avant de les mettre à l'ombre, si cela s'avère nécessaire. Ainsi, cela nous inciterait à être tous semblables, tous craintifs devant la loi, tous tremblants face à la police. C'est ainsi que nos tuteurs aimeraient nous voir.

Les policiers ne se contentent plus de veiller au respect de cet ordre sacro-saint dont ils sont les mercenaires dévoués. Ils voudraient être appréciés par ceux qu'ils sont chargés de faire filer doux. Avec ces anges gardiens, en embuscade à tous les instants de notre vie, nous ne devrions pas nous hasarder à quitter le droit chemin indiqué. Nous sommes déjà avertis que notre voie est toute tracée, faite de soumission et d'obéissance. Pour les plus dociles, la vie devrait être facile. Il leur suffit d'oublier qu'ils sont devenus méprisables, après s'être acoquinés avec la lie de l'humanité : en fait des hommes, et des femmes, revêtus de cet uniforme devant les rendre respectables. Il suffit de s'avilir pour être reconnu comme faisant partie d'une société de la honte où tout est possible pour espérer survivre. Peu importe de tomber aussi bas, l'es-

sentiel étant d'accepter l'humiliation comme règle de vie.

Bien sûr, nous n'en sommes plus à l'obéissance imposée aux esclaves de jadis. Il y a d'autres formes d'asservissement, tout aussi redoutables. Les galères n'existent plus, mais les négriers modernes enchaînent à leur travail ceux qui se refusent pourtant à aliéner leur liberté. La police à l'usine, ça existe aussi. Il est facile de devenir servile lorsque la société n'offre qu'une sinistre alternative : accepter l'innommable ou se rendre basement complice d'un système oppresseur. C'est peut-être là une approche caricaturale, mais il est certain que la cohorte des humiliés, ajoutée à la population résignée, constitue une masse inerte facilement domptée. Ce qui constitue une situation idéale pour les systèmes policiers, lesquels ne craignent rien tant que le moindre abandon de leur pouvoir répressif.

Relais des idéologies musclées, les policiers aiment contrôler de pseudo-citoyens, obséquieux par nature. Il leur faut régner sur des couards, toujours en attente d'une protection illusoire. Un peu comme ces paysans-serfs du haut Moyen-Âge à qui les féodaux donnaient l'illusion de les protéger contre d'autres prédateurs. Face à l'orgueil des hommes en arme, protégeant les hobereaux modernes, on ne connaîtrait plus que des laquais, plus plats que nature, satisfaits de n'être pas suspectés de s'opposer à cet État ne leur offrant qu'un bonheur bien tempéré. Pour en arriver à ce stade de bassesse consentie, il faut que le bon peuple ait perdu tout respect de lui-même. Face aux fiers-à-bras, plastronnant avec ce cynisme propre à ceux qui tiennent le haut du pavé, l'innocent ne peut qu'être coupable. Habitué à baisser la tête et à courber l'échine, le sous-citoyen finit par estimer naturel d'être conditionné, sans trouver sa situation autrement indécente.

La panzer-démocratie

Non seulement il nous faut subir la police, mais on explique qu'elle est indispensable au bon ordonnancement de la société. Nous devrions être persuadés que les rapports entre

citoyens de la Cité ne peuvent qu'être régulés par ceux qui se présentent comme le bouclier de la loi. Ce qui conduit inévitablement à interdire sans trêve, et à réprimer sans problème, car ils sont missionnés à cette fin. Ces citoyens assermentés ont le droit de vie et de mort sur ceux qu'ils ne peuvent que mépriser. Recrutés par le pouvoir comme les indispensables défenseurs d'institutions de moins en moins démocratiques, les gardiens de l'ordre public ne font qu'user et abuser des pouvoirs qui leur sont conférés, tout comme de ceux qu'ils ne manquent jamais de s'attribuer en toute illégalité.

Intouchables, ces éléments avancés de ce que l'on pourrait qualifier de « Panzer-démocratie » se croient tout permis, convaincus même qu'ils représentent le pays réel. Où tout au moins sont-ils persuadés de servir de rempart à ceux qui estiment nécessaire d'être protégés. Comme s'il était de plus en plus difficile d'opprimer sans crainte de choc en retour, d'où cette volonté de se raccrocher à un tuteur. Ces gens-là savent bien que nous ne sommes pas du même monde, mais ils aiment croire que le pouvoir dont ils sont investis leur permet de jouer les auxiliaires indispensables de mafieux politiques qui ne peuvent envisager de plastronner sans avoir à leurs côtés ces hommes de main qui les rendent redoutables.

Pour bien se convaincre de leur importance minable, ces bravaches ne peuvent que se montrer impitoyables, car on ne devient pas policier innocemment. À la limite, le salaire et la sécurité de l'emploi ne sont pas les motivations premières pour ces stipendiés d'une démocratie à la dérive. Faute de quoi, ils chercheraient un autre emploi – même en période de chômage. C'est sans doute pourquoi nombre d'entre eux peuvent se faire tranquillement les complices du premier despote venu, pour trente deniers...

M. R.

* Toutes ces informations, et de nombreuses autres, peuvent être consultées sur Internet sur le site Que fait la police ? d'août-septembre.

Séquestrations de patrons

Selon un sondage de l'Ifop pour l'Humanité, 23 % des Français interrogés approuvent les séquestrations des patrons par leurs salariés, 62 % les comprennent mais ne les approuvent pas et 15 % les condamnent. Même si au Monde lib'on se méfie toujours des sondages : alors, qu'est-ce qu'on attend pour leur damner le pion aux patrons ?

Qui se ressemble s'assemble !

Les rapprochements successifs du Mouvement pour la France (MPF) de Philippe de Villiers et du mouvement CPNT (Chasse, pêche, nature, traditions) de Frédéric Nihous ont pour but « de constituer le rassemblement le plus large possible et d'être le plus tôt possible dans une logique d'union », a affirmé le secrétaire général de l'UMP, Xavier Bertrand, dans un entretien au Parisien. Il ne manque plus que le Fhaine au tableau... de chasse !

Fachoteries (bis)

Benoît Fleury, ancien dirigeant du GUD, a pris ses fonctions au Conseil général de Vendée ce mardi, en tant que directeur des affaires juridiques. Mais si sa précédente nomination à l'université de Poitiers avait déclenché un tollé, tout le monde joue cette fois l'apaisement. Dans une interview de Vingt minutes, le porte parole du conseil explique qu'il a été « recruté sur ses compétences » et que son « passé lointain » (2000 !) n'est pas entré en ligne de compte. Ben voyons !

Que fait la police ? Elle prolifère

Éric Ciotti, secrétaire national de l'UMP chargé de la sécurité, estime que « la baisse du nombre de fonctionnaires ne doit pas concerner les forces de l'ordre dont les effectifs doivent conserver coûte que coûte leur niveau actuel » de frappe ?

Déjà cinq victimes des flash-ball

Le parquet de Bobigny (Seine-Saint-Denis) a ouvert une information judiciaire pour « violences ayant entraîné mutilation et infirmité permanente » contre les policiers qui ont blessé à l'œil un homme de 34 ans

à Montreuil en juillet dernier. L'usage du flashball pourrait être interdit (et remplacé par quoi, l'aiguillon électrique ?). Depuis début 2009, cinq personnes ont été grièvement blessées au visage en France après avoir essayé des tirs de flash-ball.

Répression vite fait bien fait !

Une mutinerie à la prison de Saint-Gilles a été rapidement matée par les forces de l'ordre. La police fédérale et plusieurs zones bruxelloises sont intervenues sur place avec l'appui d'un hélicoptère, des gaz lacrymogènes ont été utilisés dans l'enceinte de la prison. Malheureusement, aucun détenu ne s'est échappé.



RESF brave les interdits

Une vingtaine de militants de RESF se sont rassemblés devant Notre-Dame à Paris contre les expulsions de sans-papiers, le journal Libération à la main qui faisait sa une sur le démantèlement des familles de sans-papiers, pour contourner la décision de « ne pas autoriser » de manifestation expliquant : « On fait preuve de la même hypocrisie que la police qui n'autorise pas la manifestation en prétendant ne pas l'interdire. »

Les vieux démons US

Les républicains opposés au projet de loi de la réforme de la santé proposé par Barak Obama, avec le soutien des industries de la santé ont lancé une campagne de mensonges orchestrée par les anti-IVG. Selon eux, la réforme proposerait l'euthanasie et des comités de la mort. Revenez : on a les mêmes à la maison !

Une miette !

L'Allocation adulte handicapé (AAH), perçue par quelque 850 000 personnes, va être revalorisée de 2,2 % au 1^{er} septembre 2009, pour atteindre comme prévu 681,63 euros par mois, a indiqué le gouvernement. Ces messieurs dames sont trop bons !

Homophobie de masse en Irak

Dans un récent rapport, Human Rights Watch (HRW) dénonce la recrudescence, depuis début 2009, des attaques perpétrées contre les homosexuels en Irak. Dans ce rapport, l'ONG fait état de meurtres, de corps mutilés jetés dans des décharges, de jeunes hommes torturés, tel Nouri, 21 ans, violé pendant trois jours consécutifs. Si les statistiques sont difficiles à établir, une source onusienne, citée par HRW, fait état de centaines de victimes. Autant de crimes qui ne donnent lieu à aucune enquête et sont parfois perpétrés avec la complicité des forces de sécurité.

L'AFP en danger

Les réflexions sur le changement de statut de l'Agence France-Presse (AFP) avancent. L'objectif est de la doter d'un capital. Diverses pistes ont été explorées, dont celle de faire entrer la Caisse des dépôts et consignations comme actionnaire de référence. Mais aujourd'hui les pouvoirs publics penchent pour transformer l'AFP en établissement public industriel et commercial, avec l'État comme unique actionnaire, comme l'a révélé Les Échos.

« Les salariés de l'AFP voient d'un mauvais œil que l'agence dépende directement et structurellement de l'État. Même si on instaure des règles pour préserver l'indépendance, nous ne nous faisons guère d'illusion : si l'État est notre patron, l'indépendance sera limitée », explique Thierry Masure, délégué suppléant au comité d'entreprise.



H1N1, mon amour



L'ACTUELLE PANDÉMIE de grippe A (H1N1 est son nom officiel) suscite de nombreuses interrogations et inquiétudes. La multiplication des interventions gouvernementales n'a pas suffi à faire taire les craintes, au contraire ! Comme au Moyen Âge, on recherche des boucs émissaires pour expliquer la maladie et conjurer le sort : alors qu'on accusait les Juifs d'être les propagateurs de la peste noire, et qu'on en a envoyé quelques-uns au bûcher, aujourd'hui certains accusent un vaste complot réunissant États, industries pharmaceutiques et institutions transnationales (OMS, ONU) d'être à l'origine de cette pandémie, de l'avoir provoquée, de vouloir dépeupler la Terre, d'en tirer profit : la liste des méfaits est longue, faites votre choix (sur internet, ce n'est pas très difficile). Les arguments les plus rationnels et les études les plus pertinentes ne convaincront jamais ceux qui pensent qu'il existe un immense complot politico-scientifico-médical pour nous cacher la vérité. D'ailleurs, les gens ne veulent pas la vérité, ils veulent des certitudes. La médecine et la science, en l'occurrence, n'ont que peu de certitudes à offrir, plutôt des questions, et des hypothèses sans cesse remises en cause, mais basées sur l'examen rationnel et méthodique des faits.

Les faits justement, quels sont-ils ? Le virus qui circule aujourd'hui à travers le globe est une variante d'un virus qui a déjà provoqué une épidémie en 1958, ce qui explique la relative immunité des personnes nées avant cette date, et qui l'ont rencontré autrefois. Les personnes atteintes actuellement sont plus jeunes que lors des épidémies saisonnières. Les symptômes sont ceux d'une grippe banale, et disparaissent en quelques jours. Jusqu'à présent, cette grippe, très contagieuse, n'a pas fait beaucoup de morts : à l'heure où j'écris cet article, on dénombre environ 3 000 décès dans le monde dont 14 en France¹ (sept en

Nouvelle Calédonie, trois en Polynésie, 2 à la Réunion et deux en métropole). La mortalité, lors de la grippe est due à trois facteurs : la surinfection bactérienne (c'était la principale cause de mortalité lors de la pandémie de grippe espagnole) ; l'aggravation de maladie antérieure (diabète, maladie cardiaque ou pulmonaire ; c'est la principale cause de décès lors de la grippe saisonnière, qui tue entre 5 000 et 6 000 personnes, plutôt âgées, en France chaque hiver), et troisième cause, la destruction du tissu pulmonaire directement par le virus : c'est celle qui fait le plus de décès actuellement, et les décédés sont plus jeunes que lors des gripes saisonnières.

On s'attend avec l'approche de l'hiver à une deuxième vague de l'épidémie, le virus préférant le froid pour se répliquer. Le Tamiflu, réservé aux cas les plus graves, a une efficacité modeste, en raccourcissant la durée de la maladie, à condition d'être prescrit très tôt, dans les 24 à 48 premières heures, ce qui est très difficile en pratique. La société qui le commercialise gagne beaucoup d'argent avec cette molécule dont elle détient le brevet ; mais cette rentrée d'argent ne durera pas (par définition, une épidémie, même mondiale ne s'éternise pas...), et les industries pharmaceutiques se font bien plus de blé avec des antidépresseurs, des anticholestérols et autres antihypertenseurs, à l'efficacité tout aussi douteuse, mais prescrits quasi à vie à des populations solvables². Reste la vaccination car, contre les maladies virales, on ne dispose pas aujourd'hui de meilleures armes : mais dans le cas de H1N1, le vaccin est préparé dans la précipitation, les labos se livrant à une course de vitesse pour être les premiers et rafler le marché, et on n'en connaîtra pas l'efficacité et l'innocuité avec précision. Cela n'incite pas à se faire vacciner !

Pourquoi tout ce tintamarre pour une maladie qui pour l'instant paraît plutôt

bénigne dans la grande majorité des cas ? C'est la première pandémie du XXI^e siècle, et on attendait H5N1 (la grippe « aviaire »), bien plus virulente, avec un taux de mortalité bien plus élevé, mais qui est resté très limitée et très peu contagieuse : tous les plans « pandémie grippale » mis en application aujourd'hui ont été élaborés sur ce modèle. Et puis on se souvient de l'hécatombe due à la grippe espagnole : il y eut entre 20 et 50 millions de morts. La gestion de l'épidémie de Sida au début des années 1980, avec la catastrophe du sang contaminé et les 15 000 victimes de la canicule de 2003 ont incité les autorités sanitaires et le gouvernement à sortir le grand jeu, poussant jusqu'au bout le principe de précaution ; l'emballement médiatique a fait le reste, d'où le sentiment de matraquage. Quelles que soient les stratégies adoptées, en matière de santé publique, il n'y a pas de demi-mesures, on en fait ou trop peu ou pas assez... La première des mesures de prévention, c'est l'information claire et non biaisée, loin des fantasmes apocalyptiques et des propagandes gouvernementales ; et, surtout, n'oubliez pas de bien vous laver les mains ! On fera le point le 21 septembre prochain à 18 heures sur Radio libertaire, dans l'émission « La santé dans tous ses états »³.

À votre santé !

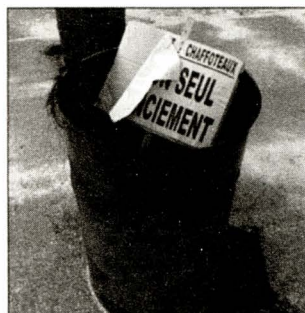
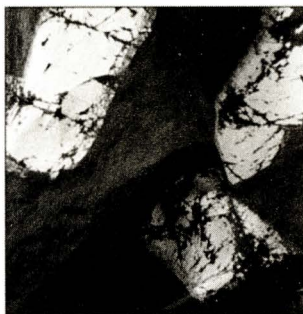
Moriel

1. Voir le site internet de l'institut national de veille sanitaire, INVS.

2. *Le grand secret de l'industrie pharmaceutique*, P. Pignarre, éditions La Découverte, dont on a déjà parlé dans ces colonnes (le titre ne fait pas référence à un complot...).

3. Lire sur le sujet l'excellent billet de Martin Winckler sur Internet : martinwinckler.com.

Nouvelles des fronts



Photos : site des travailleurs et travailleuses condamnés par le profit.
soutien.chaffoteaux.over-blog.com

APRÈS UN BRIEF ÉTÉ, combatif du prolétariat industriel dont plusieurs lieux furent en proie à la destruction par la poudre et le gaz, de quel bois sera chauffé l'automne ? Il est à noter que l'été fut pour une part décevant. D'aucuns auraient souhaité que pour l'exemple l'un ces bagnes industriels s'enflamme et s'atomise, rien que pour l'exemple. Et, il n'en fut rien. Certes, il n'est jamais facile de détruire l'outil de travail, mais là en l'occurrence l'outil fout le camp en Chine et on ne s'est trop où, alors, pourquoi pas, une fois leur montrer de quel bois se chauffe ce qui reste de classe ouvrière. Facile à dire... Le faire ou ne pas le faire après tout on s'en fout, ce qui compte c'est le projet et le pourquoi du faire. Et là, la conscience n'y est pas.

Ne pas détruire l'outil de travail quand on pense se le ré-appropriier, le faire fonctionner, l'autogérer, voilà qui est un beau projet mais il ne semble pas, à ce jour, encore très populaire dans la tête du prolétaire. Seuls dans le Morbihan, les ouvrières et ouvriers de Chaffauteau et Maury qui occupent leur usine depuis juillet contre les 206 licenciements

attendus, ont pris des « chaudières en otage » (sic) et ont partiellement relancé la production. Sur bien d'autres sites occupés, on ne joue pas la même musique. Par exemple, dans la Vienne, chez New Fabris, dans la sous-traitance automobile, si l'usine fut un temps menacée par le gaz, il s'agissait seulement d'obtenir de meilleures conditions de départ pour les 366 ouvriers chassés; 30 000 euros étaient exigés par tête de pipe, 12 000 furent obtenus et les bombonnes furent désamorçées, demi-victoire... Ici, le projet n'est pas le même, simplement partir un peu moins pauvres dans des régions qui n'offrent que peu de possibilités de reclassement, partir la tête haute dans un dernier combat. Dans un cas, derrière la lutte se retisse implicitement, spontanément la

vieille idée de la grève gestionnaire et expropriatrice, dans l'autre une simple et honorable résistance. Aucun jugement n'est à porter sur ceux et celles qui défendent comme ils l'entendent leur beefsteak, et le Capital, de fait, peut payer. Reste qu'à terme, face aux fermetures, c'est bien l'expropriation qu'il faudra jouer.

Fin juin, la Cnam considérant qu'il y avait trop d'arrêts de maladie, annonçait des « contrôles rapprochés » et dans l'Allemagne réunifiée deux salariés sur cinq estimaient être surveillés voire espionnés sur leur lieu de travail. Stasi quand tu nous tiens... Juillet fut aussi l'occasion pour Alcatel d'annoncer un nième plan anti-social de 1 000 personnes, Air France en fit de même, moins 1 500 postes, mais avec la promesse d'aucun licenciement sec, à suivre... et deux sites de SKF furent occupés là encore sous la menace d'un saccage collectif. Le plus beau coup de l'été fut le vote du travail du dimanche, comme quoi les traditions demeurent dans cette belle démocratie représentative !

**« Ce qui est légal
C'est la Révolution »**

J. Michelet

Aux États-Unis, c'est General Motors qui, avec l'accord d'Obama, préparait 20 000 licenciements.

Août, fut plus calme. À Calais, Sea France en dépôt de bilan noie 1 600 travailleurs de la mer, La Nouvelle République vire 125 ouvriers du Livre et Orange supprime 157 postes dans un centre d'appel en sous-traitance...

Mais aussi, deux belles grèves générales, l'une d'une semaine en Kanaky menée par l'USTKE contre la répression syndicale et l'autre en Afrique du Sud dans le bâtiment sur les chantiers du Mondial de foot pour des salaires plus décents.

Septembre commence mal avec 21 suicides répertoriés chez France Télécom du fait d'un management brutal, 13 500 suppressions de postes dans l'Éducation nationale et dans le même temps la police forme les chefs d'établissement à « la sécurité ». Reprise de la grève à RFI avec cette fois, semble-t-il l'embauche de « jaunes » et le chômage « officiel » atteint les 9,1 %. General Motors France dans la foulée de son maître d'outre-Atlantique supprime 188 postes à Strasbourg. Les Conti, quant à eux, écotent pour une malheureuse sous-préfecture endommagée en avril 2009 dans l'Oise de 3 à 5 mois de taule avec sursis. Il est clair dans ce cas, qu'on se le dise, on ne touche aux représentations de l'État !

Pour ce qui est de l'automne, les universités d'été des politicards ayant pris fin, on nous le promet... pluvieux et il est fort à parier que dans ses conditions avec du bois mouillé, ça va pas brûler bien fort. À moins que les Molex en Haute-Garonne dont les 283 licenciements viennent d'être confirmés pour octobre n'ouvrent une nouvelle voie dans les luttes ouvrières.

Et puis, allons savoir, d'autres se mobilisent aussi, les postiers préparent pour le 22 septembre une journée de grève contre le changement de statuts de l'établissement. Et, en plus, on aura le droit à une super journée d'action et de mobilisation, en octobre, orchestrée par la grande intersyndicale. Alors, on se voit aux manifs et on en parle en traînant la savate et en évoquant avec allégresse notre future retraite à 65 ans, peut-être 67. Ça nous laissera le temps de nous mobiliser.

Hugues

Groupe Pierre-Besnard

Luttes dans l'Éducation nationale

la résistance pédagogique



DARCOS AURA MARQUÉ de son sceau (sot) l'Éducation nationale.

De la mise en place des nouveaux programmes à l'école primaire – critiqués pour leur lourdeur, leur côté passéiste, le retour à l'autoritarisme et à la répétition, la mécanisation des apprentissages, etc. – à la réforme de la formation des enseignants (disparition des IUFM, mastérisation) en passant par la mise en place du Service minimum d'accueil, le passage du Bac Pro en 3 ans au lieu de 4, la disparition programmée des Rased (Réseaux d'aide), les attaques se sont multipliées contre le système d'éducation et contre les enseignants. D'autres projets ont été annoncés et/ou suspendus: agence de remplacement des professeurs, réforme du lycée, etc. mais les suppressions de postes, elles, se poursuivent allègrement (il faut, dit-on, dégraisser le mammoth).

Quels sentiments donc en ce début d'année?

Les heures d'Aide personnalisée

Tout d'abord, il faut rappeler que la mise en place, dans le primaire, des 2 heures d'aide personnalisée, se traduit par une augmentation du temps d'école pour les élèves en difficulté. Ceux-ci sont pris en petits groupes, hors temps scolaire (le matin, à midi ou le soir), pendant que leurs camarades vaquent à leurs occupations (repos, jeux, repas). Cette mesure est discriminatoire et elle allonge les journées d'école pour des enfants qui peuvent déjà être en souffrance. Définir le contenu et l'organisation de cette aide personnalisée est assez délicat. Elle ne devrait se diriger que vers des élèves en difficulté passagère pour qui ces heures de « soutien » pourraient se révéler

bénéfiques: réexpliquer une notion, retravailler des compétences non maîtrisées. Il ne s'agit ni de difficultés pouvant être traitées dans le groupe classe par de la différenciation pédagogique, ni des difficultés plus importantes devant être prises en charge par les Rased (aide pédagogique, psychologue, rééducateur). Tout cela, c'est pour le discours car, dans le même temps, les postes de Rased sont supprimés (1 500 l'année dernière, et 1 500 maintenus à titre provisoire).

Résistance pédagogique¹

Cet été un Réseau des enseignants du primaire en résistance pédagogique a été créé.

« Les enseignants du primaire en résistance s'opposent, y compris par la désobéissance, aux "réformes" structurelles et pédagogiques qui déconstruisent l'école publique; dans le même temps, ils proposent et mettent en œuvre des dispositifs pédagogiques qui vont dans le sens du respect, de la coopération et du progrès de tous les élèves. »

Les enseignants en résistance ont lancé une charte à signer, qui vient remplace les lettres, individuelles ou collectives, de désobéissance.

« Cette charte présente nos engagements pour construire une école du respect, de la coopération et du progrès pour tous. »

Le réseau entend constituer une Caisse nationale de solidarité et poursuit les actions de soutien aux directeurs refusant l'utilisation du fichier Base élèves.

« Ce fichier a fait l'objet d'une condamnation de la part de l'ONU qui recommande que seules des données anonymes soient rentrées dans des bases de données et que l'utilisation des données collectées soient régulée par la loi de manière à en prévenir un usage abusif. »

Les revendications du Réseau des enseignants du primaire en résistance pédagogique sont larges mais toutes justifiées. Il nous appartient de les faire nôtres et de les porter collectivement.

Sur le plan structurel: arrêt des suppressions massives de postes; maintien des postes d'enseignants affectés dans les associations complémentaires de l'école; maintien de la spécificité de l'école maternelle et retrait du projet de jardins d'éveil; maintien des IUFM comme centre de formation professionnelle et ouverture d'un chantier sur les contenus de la formation des professeurs; abandon définitif du projet des EPEP (Établissements Publics de l'Enseignement Primaire); retrait du projet de création d'une Agence Nationale du remplacement; retrait du fichier Base élèves.

Sur le plan pédagogique: abrogation du décret sur l'aide personnalisée; maintien des 3 000 postes de RASED à la rentrée 2009; ouverture d'une concertation sur les nouveaux programmes; ouverture d'un débat sur les rythmes scolaires des enfants.

Sur le plan syndical; respect du droit syndical, notamment des journées d'information syndicale pendant le temps de travail; retrait de la loi obligeant les enseignants du primaire à se déclarer préalablement en grève; retrait de la loi sur le Service Minimum d'Accueil.

Fred
groupe Proudhon, (Besançon)

1. resistancepedagogique.org/site/

Affrontements en Kanaky



LA SAISON FRAÎCHE a été chaude en Kanaky ! Affrontements sur un aérodrome en mai, mandat de dépôt prononcé à l'encontre d'un responsable syndical en juin, une énorme manif de droite et des gendarmes cibles de tirs d'armes à feu en août... Au-delà des caricatures dressées de toute part, il est important de rétablir certaines vérités afin d'éviter de néfastes confusions.

L'USTKE et son dirigeant Gérard Jodar ne sont pas soutenus par tous les indépendantistes, loin de là. Beaucoup gardent le silence mais des voix s'élèvent pour refuser la valorisation de l'affrontement, jusqu'au responsable du Palika, une des deux principales composantes du FLNKS, Paul Némaoutyine. L'USTKE a certainement perdu beaucoup de ses soutiens lorsqu'en juin dernier Gérard Jodar a prédit des événements semblables à ceux des années quatre-vingt, quand la Kanaky était au bord de la guerre civile. L'immense majorité de la population, y compris kanak, ne veut surtout pas un retour à une telle époque.

L'USTKE est contre l'Accord de Nouméa, qui essaie de promouvoir une citoyenneté calédonienne et un destin commun. Les accords de Matignon, en 1988, avaient tout d'un traité de paix : il fallait mettre un terme à des affrontements très violents, la situation devenait une impasse sanglante, y compris pour les militants indépendantistes. L'accord de Nouméa est une suite, négociée, insistant sur le respect de l'identité kanak et prévoyant une large autonomie politique et administrative pour la Kanaky, jusqu'à une possible indépendance en 2014 ou au-delà.

Affirmer une opposition aux méthodes et aux amalgames de l'USTKE ne revient pas à se ranger du côté des réactionnaires. S'il est clair que des avancées sont en cours, comme la reconnaissance de plus en plus concrète de la civilisation kanak, il est tout aussi clair que des situations intolérables perdurent.

Proclamée colonie française en 1853 la Kanaky a été pillée par la France et ses habitants ont été bafoués. De grosses fortunes côtoient une misère qui s'amplifie. Il est tout bonnement impensable, absurde, pour les principaux possédants caldoches que la Kanaky devienne indépendante et effectivement il y a un risque que l'État français arrive à diluer la revendication d'indépendance dans une série de compromis. Il se dit de plus en plus que les référendums sur l'autodétermination prévus dès 2014 ne sont pas la solution, ou arrivent trop tôt : tout, même un

« pacte cinquantenaire » plutôt que l'indépendance.

Par contre les Kanaks gèrent déjà deux des trois provinces de Kanaky, celle du nord et celle des îles Loyauté. L'indépendance se conquiert donc aussi à présent dans la capacité à administrer des territoires, à valoriser concrètement une économie kanak. L'USTKE est critiquée aussi parmi les indépendantistes pour son choix de rester campée sur une logique d'affrontements, alors qu'une bonne partie du mouvement indépendantiste a pris le chemin d'une construction effective de l'indépendance, y compris par la formation de cadres, par des choix économiques lourds.

La lutte pour l'indépendance s'appuie également sur la « Déclaration des Nations unies sur les droits des peuples autochtones » adoptée en septembre 2007. La France est impliquée dans un processus de décolonisation de la Kanaky chapeauté par l'Onu. La Kanaky est inscrite sur la liste de pays à décoloniser et la France s'est engagée à réaliser cette décolonisation. Le « droit des peuples autochtones » sert évidemment la cause indépendantiste, mais là encore l'USTKE préfère ignorer cette évolution et continuer la recherche du conflit violent.

Il ne faut pas non plus oublier que l'USTKE a fondé il y a peu un parti politique, le Parti travailliste. Les actions actuelles de l'USTKE peuvent s'inscrire dans une démarche politique de valorisation du parti. Le conflit à l'origine des nouvelles crispations a touché une société gérée principalement par des Kanaks, Aircal, dont le président fut pionnier dans la revendication indépendantiste et contre qui les responsables de l'USTKE connaissent un contentieux ancien. Aircal desservant les îles Loyauté où vivent presque exclusivement des Kanaks, c'est cette population, pauvre, qui a pâti en premier lieu du long conflit. L'USTKE peut chercher à provoquer des affrontements pour diviser le camp indépendantiste, ce qu'elle réussit bien, et espérer ainsi une recomposition, en faveur de son parti.

De tout cela il faut retirer que la situation de Kanaky est complexe et qu'y plaquer nos grilles d'analyse occidentales ne peut que fausser la réalité. Le retour à un climat de violence refusé par une majorité de Kanaks est par contre clairement utile au camp anti-indépendantiste, qui peut de nouveau jouer sur les peurs pour maintenir ses prérogatives.

Christophe

Le Participalisme

de quoi inspirer les anars

L'accusation d'utopisme est si vite lancée aux anarchistes que je supposerai que quiconque lit ces lignes a déjà eu cette discussion dans laquelle on s'efforce de montrer, en invoquant notamment des faits historiques, des analyses conceptuelles et divers arguments, la plausibilité de nos idéaux.

De mon côté, et je m'en suis expliqué souvent, j'en suis venu à penser que la construction de modèles viables incorporant nos valeurs était une activité utile et importante à laquelle il est bon que des anarchistes consacrent du temps. C'est la raison pour laquelle je me suis efforcé de faire connaître l'économie participaliste de Michaël Albert.

C'est dans cet esprit que je voudrais présenter ici des idées qui ont été avancées par Stephen R. Shalom et qui me semblent ouvrir des avenues prometteuses sur la question du politique et la prise de décision collective. Elles sont, je pense, de nature à alimenter les réflexions et les discussions à propos d'une éventuelle politique libertaire.

Je précise d'emblée qu'à un exposé précis et exhaustif de mon sujet — au demeurant impossible à réaliser en quelques pages — j'ai préféré offrir un traitement quelque peu impressionniste, sans doute, mais qui donne au moins une idée relativement juste des problèmes, réels et importants, que Shalom aborde et des réponses, concrètes et praticables, qu'il propose.

Posons un groupe de personnes vivant ensemble. Elles devront constamment prendre des décisions qui les concernent. Une des fonctions essentielles de la vie politique est de décider des questions sur lesquelles on doit se pencher, de préciser les manières qui permettent de parvenir à des décisions et de contribuer à leur réalisation.

Cela peut s'accomplir de différentes manières et dans le respect (ou le non-respect) de certaines valeurs. Le problème de Shalom est justement d'imaginer des institutions politiques qui permettront la prise de décision en conformité avec certaines valeurs. Avant de dire quelles valeurs il défend précisément et quelles institutions il préconise, voyons un peu les modèles qu'il rejette et pourquoi.

Le léninisme

Une première façon de faire pourrait être de s'en remettre à une élite qui sait ce qui est bon pour chacun — et qui peut fort bien ne pas correspondre à ce que voudraient les intéressés. Cette élite décidera donc, au nom de tous, et ses décisions seront sans appel.

Les philosophes rois de Platon sont un exemple de cette manière d'envisager le politique. Le Parti, dans une vision léniniste de la politique, en est un autre.

Pourtant, si tout le monde reconnaît sans mal que le savoir, l'information et la compréhension sont souhaitables, voire essentiels à la prise de saines décisions, ce modèle nous hérise, notamment par son antidémocratie et parce qu'il usurpe la conscience qu'ont les gens de ce qu'ils veulent et qui évolue avec le temps. Essayons donc autre chose.

La démocratie représentative

Une autre option serait que nos hypothétiques personnes désignent (par vote ou autrement) des représentantes et représentants qui décideront pour elles. Avec nos élections, nous avons un modèle semblable. Mais il a, lui aussi, d'immenses défauts, bien connus, notamment des anarchistes.

D'abord, ce modèle encourage la délégation plutôt que la participation : on tend alors à n'envisager le politique que dans une perspective instrumentale, en oubliant que la participation au processus politique transforme les participants et participantes. Dans une démocratie représentative appliquée à une vaste population, de larges portions de celle-ci ne participent que peu ou pas du tout aux processus politiques, sinon pour aller périodiquement voter ; quant à ceux qui y participent activement, ils et elles sont effectivement transformés par cette participation. Mais comment ?

On le sait assez : les représentants tendront à mentir, à flatter, à occulter leurs véritables intentions pour être élus et tout le débat et toute les discussions politiques deviennent dès lors corrompus. Puis, une fois élus, les représentants s'éloignent, dans tous les sens du terme, de ceux et celles qui les ont élus — s'ils en ont jamais été proches. Au bout d'un cer-

Normand Baillargeon

tain nombre d'années, cet éloignement se cristallise (en partis politiques, notamment) et les effets conjugués de tous ces défauts tendent à produire quelque chose qui ressemble aux pires aspects de la vie politique que nous connaissons dans nos démocraties libérales.

De possibles correctifs

Pour pallier ces graves défauts, certains, considérant que la démocratie représentative reste le meilleur modèle possible, ont suggéré de lui apporter des correctifs. On pourrait par exemple, disent-ils, forcer (par quelque mécanisme que je vous laisse imaginer) les représentants à être liés à leurs électeurs par leurs promesses électorales. Séduisant ? Non. Et pour en convenir, considérez ceci.

Selon ce scénario, si X a promis n pour être élu, alors il doit réaliser n une fois élu. Appelons cela la version « liée par vos promesses » de la démocratie représentative. Le problème en ce cas est double.

D'abord, et c'est grave, la vie politique est par essence délibérative et avec notre nouveau modèle, la délibération est devenue inutile. On élit des gens sur leurs promesses et ils appliquent leurs promesses, point final. Ensuite, et c'est peut-être pire encore, la vie politique est et doit être adaptative et donc nous permettre de faire face aux nombreux et constants changements qui caractérisent la vie en commun : mais avec une démocratie représentative liée par des promesses, on ne peut plus le faire. Par exemple, si les conditions qui rendaient souhaitable n n'existent plus et que n est devenu indésirable, X devrait néanmoins réaliser n. C'est absurde et cela ne peut pas convenir.

Une solution à ce problème serait d'élire nos représentants pour un mandat et de procéder ensuite par sondages. Mais, en ce cas, les discussions entre élus sont devenues inutiles et les élus eux-mêmes sont superflus.

Essayons autre chose ? Beaucoup pensent que la solution est à chercher dans la démocratie non pas représentative, mais directe. Voyons cela.

La démocratie directe

Dans une démocratie directe, ce sont les gens eux-mêmes qui décident, pas leurs représentants. On pourrait par exemple imaginer qu'à l'aide de nos ordinateurs personnels, nous tenions des référendums sur toute question. Cela aurait le mérite de nous inciter à nous informer et à faire valoir notre voix.

Mais que de temps faudrait-il y consacrer !

Et comment s'informer sérieusement sur toutes les questions qui vont se poser ? Pire : le procédé n'est pas délibératif. Avec ce système, on peut certes dire : « Je vote oui (ou non) »,

mais pas : « Je n'aime pas tel ou tel aspect de telle proposition » ou : « Je voudrais nuancer telle formulation ». Ces défauts seront d'autant aigus que cette manière de faire tend justement à polariser les positions.

Convaincus que ces problèmes tiennent au fait qu'on veut ici appliquer la démocratie directe à une vaste population alors qu'elle n'est possible qu'à petite échelle, certains proposent que le cadre souhaitable et obligé de la vie politique, ce sont de petites communautés autonomes. En elles, assure-t-on, et seulement en elles, la démocratie directe, face-à-face, est possible.

L'irréversible défaut de cette proposition est que les problèmes sont (et seront de plus en plus) régionaux, nationaux et même globaux, de sorte que leurs solutions ne peuvent être décidées au seul niveau local. De plus, ces petites communautés se privent de précieuses et vitales économies d'échelle : chacune devrait-elle avoir son hôpital dernier cri, son université, et ainsi de suite ?

On dira alors qu'elles devront coopérer. Mais comment et par quels mécanismes prendront-elles leurs décisions ? Et comment seront-elles liées les unes aux autres tout en conservant une légitime autonomie (et laquelle) ?

Parvenu à ce stade de sa réflexion, Shalom avance ce qu'il pense être la solution la plus prometteuse en retenant, issue en particulier de la tradition anarchiste, l'idée de conseils géographiquement définis. Il défend cette idée parce qu'elle lui semble incorporer les valeurs que des institutions politiques devraient à ses yeux incorporer : la liberté ; la justice ; la participation ; la solidarité ; la tolérance. Je passe le détail de l'argumentaire qui le conduit à retenir ces valeurs et à conclure que les conseils permettront de les faire vivre, pour en arriver directement aux aspects plus concrets de leur fonctionnement.

Les conseils

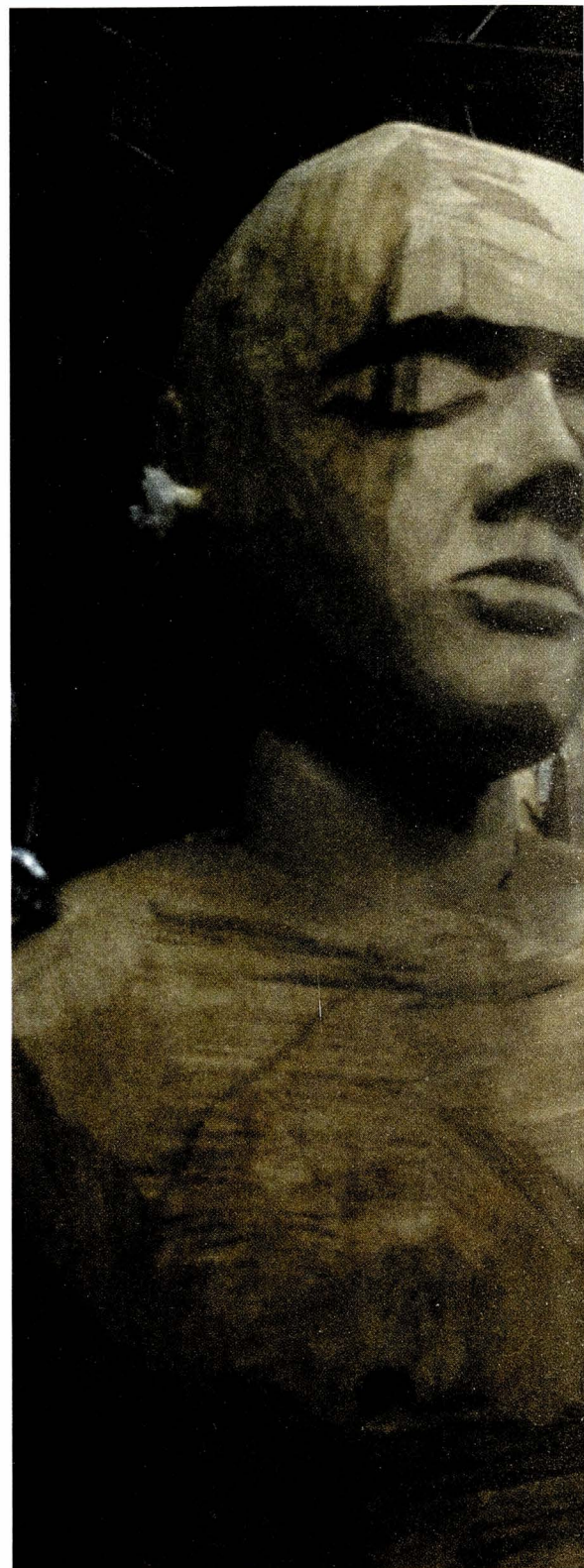
Un conseil est un regroupement de personnes qui sont en nombre suffisant pour qu'on y retrouve une variété de points de vue, mais en nombre assez petit pour que chacun puisse participer activement aux discussions, qui s'y tiennent face-à-face. On peut imaginer qu'un conseil est composé de, disons, 20 à 50 personnes. Ce conseil prend, seul, les décisions qui affectent les membres du conseil et eux seuls.

Pour les autres décisions, chaque conseil envoie un délégué à un conseil d'un niveau plus élevé, et ce délégué porte le fruit des délibérations du niveau inférieur à ce niveau supérieur, où la décision est éventuellement prise

— ce conseil pouvant à son tour envoyer un délégué à un autre conseil, selon le nombre de personnes qui seront affectées par la décision à prendre.

Notez que si on fixe à 40 le nombre moyen de membres des conseils, il suffit de 7 niveaux pour impliquer quelque 40 millions de personnes dans une décision qui les affecterait toutes. On peut imaginer un système de rotation pour déterminer qui sera le délégué et poser qu'un système de rappel soit institué pour assurer que le délégué fasse correctement son travail.

Mais, à ce propos, il faut insister sur le fait que le délégué n'est pas une simple courroie





de transmission de la volonté du conseil d'où il provient. Le conseil où il va siéger est lui-même une structure délibérative et si on découvre qu'une décision sur un sujet reste controversée, le sujet revient à l'échelon inférieur. Justement: comment seront prises les décisions?

Shalom pose que le consensus est un idéal, un idéal que peuvent justement viser et espérer atteindre de petits groupes, comme le sont les conseils. Cependant, dans les cas où elle n'est pas possible et puisqu'il faut bien parvenir à des décisions, la majorité des voix sera utilisée. (Il y a quelque chose de juste – et qu'on aurait grand tort de négliger – dans la

facétieuse remarque de Clement Attlee qui affirmait que « si la démocratie est un mode de gouvernement fondé sur la discussion, il n'est efficace que si l'on parvient à arrêter les gens de parler »¹

Mais Shalom rappelle aussi ce fait crucial qu'il existe entre les personnes des désaccords réels, profonds et parfois passionnels. En certains cas, c'est la majorité qui a de telles convictions; en d'autres, la minorité. Cela pose des problèmes sérieux à tout processus politique, et en particulier celui d'assurer que la majorité ne pourra pas tyranniser la minorité (un cas type serait celui où 55 % de la population décide de réduire en esclavage le 45 % qui reste...).

Pour assurer cette protection, il faut donc ajouter à nos conseils une constitution, qui précise des interdits. Mais des cas difficiles, inattendus, complexes vont inévitablement se présenter. Pour ceux-là, il faudra une instance décisionnelle. Actuellement, il s'agit de la Cour suprême. Shalom propose une institution semblable, mais dont les membres, pour les raisons évoquées plus haut contre les élections, ne seraient pas élus. Mais ils ne seraient pas non plus élus à vie, puisque cela tendrait à faire d'eux les membres d'une oligarchie corporatiste qui défend typiquement les intérêts de la minorité favorisée à laquelle ils appartiennent. Alors? Ils et elles seraient choisis au hasard, comme les jurés, et seraient en nombre suffisant pour constituer un bon échantillon de la population. Ils seraient nommés pour une période déterminée – disons deux ans – et constitueraient un corps délibératif.

Notons que Shalom présuppose tout au long de son raisonnement, que ce qu'il avance est optimal au sein d'une société qui, sur le plan économique, fonctionne selon les institutions elles mêmes respectueuses des valeurs promues. S'il s'agit de l'économie participative développée par son ami Michaël Albert, cela signifie, notamment, que tout le monde partage équitablement aussi bien les efforts et les sacrifices consacrés à la production que les bénéfices de la consommation. Personne, en particulier, n'occupe d'emploi plus valorisant qu'un autre et chacun accomplit un ensemble de tâches équilibré pour sa combinaison d'aspects désirables et moins désirables².

En défense de son modèle, Shalom fait enfin valoir des études de psychologie sociale qui montrent une chose intéressante et pertinente. La voici. Si on prend, disons, une cinquantaine de personnes qui ont avoué lors d'un sondage avoir des vues conservatrices sur des sujets comme l'avortement ou la peine de mort, et qu'on leur permet de prendre le

temps de s'informer et de discuter, face-à-face, entre eux avec des gens qui ont des positions différentes, alors ils en viennent à adopter des vues plus progressistes et rationnelles.

De l'importance des modèles

S'il reste évidemment perfectible, même si la compatibilité de ces idées avec les idéaux libertaires reste à discuter, même si ce que ce qu'il propose devra subir l'épreuve de la pratique, un travail comme celui-ci me semble non seulement intéressant du point de vue des idées, mais aussi important et même indispensable du point de vue de l'action militante. À cela, plusieurs raisons et en particulier les suivantes.

D'abord, ce travail nous évite de sombrer dans le désespérant fatalisme du « il n'y a pas d'alternative » et nous permet d'avoir quelque chose à répondre à ceux et celles qui hésitent à militer parce qu'ils en doutent. Ensuite, il contribue à donner sens, espoir et orientation à l'action militante. Enfin, il nous rappelle ce fait incontournable qu'une fois l'économie capitaliste vaincue, il restera des tas de problèmes à résoudre, dont celui de créer des institutions politiques saines.

N.B.

Pour en savoir plus

Les idées présentées ici ont été exposées par Shalom lors d'un séminaire dans la cadre d'une rencontre tenue à Woodshole à l'été 2006 et à laquelle l'auteur de ce texte a pris part.

Elles ont depuis été développées dans: Shalom, S. R. « Parpolity: Political Vision for a Good Society ». Ce texte est disponible sur Internet à:

zmag.org/content/showarticle.cfm?ItemID=9178

(lien consulté le 15 juillet 2009).

Une version de ce texte figurera dans: *Raison Oblige. Essais de philosophie sociale et politique*, Presses de l'université Laval, Québec.

À paraître en 2009.

1. Cité par: Anthony Simpson, dans: *Anatomy of Britain*, Harper & Row, London, 1962

2. La politique participative de Shalom a été développée en parenté étroite avec l'économie participative d'Albert. Sur cette dernière, on lira, en français: Baillargeon N., *Une Proposition Libertaire: l'Économie Participative*. Disponible à:

<http://www.parecon.org/writings/normand1.htm>

Lien consulté le 15 février 2007.

Génocides en Argentine

L'École française

EN ARGENTINE, malgré l'appareil d'État, la page du génocide commis par les plus fidèles serviteurs de l'ordre, n'est pas tournée. Le procès des fonctionnaires ayant commis des « crimes de lèse-humanité » dans les sinistres centres de détention « Atlético », « Banco » et « Olympe » approche.

Lorsque, à la fin des années cinquante du vingtième siècle, arrivèrent en Argentine des instructeurs militaires, spécialistes de la contre-insurrection, des séquestrations, tortures et disparitions, peu pensaient que leur participation dans la vie politique, sociale et économique allait être pérenne durant tant de décennies dans la région.

Celui qui convoqua ces destructeurs de vies fut le cardinal Antonio Caggiano, qui fit en 1974 l'oraison funèbre du général Perón.

Caggiano, l'homme de pourpre, interrogé pour savoir pourquoi il avait appelé les membres de l'OAS qui revenaient défaits d'Algérie, étant donné que le niveau de conflictualité sociale en Argentine ne justifiait pas ladite présence, répondit : « Maintenant, non, mais plus tard, ils seront nécessaires. » Comme on le voit, Caggiano est un précurseur, qui bien entendu accompagna matériellement et spirituellement la répression des militants sociaux et des étudiants organisés et politiques. De plus c'est un des artifices de ce que l'on nomma « la doctrine de la sécurité nationale », convaincue de la nécessité d'éliminer qui ne communiait pas avec les principes de « Dieu, la Patrie, le Foyer ».

Le chiffre des détenus disparus en Argentine est de 30 000 personnes, ceci sans compter les morts et les exilés d'un processus qui commence aux alentours de 1972 avec la disparition de Brandazza à Rosario pendant la dictature du général Lanusse et les fusillés de Trelew.

La tuerie de Ezeiza du 20 juin 1973, jour du retour de Perón, inaugura la méthode du système de la disparition forcée de personnes.

Au fur et à mesure que les affrontements entre les tendances révolutionnaires du syndicalisme de classe et les structures de la bureaucratie syndicale proche du gouvernement péroniste se multiplient, des groupes parapoliciers comme la Triple A (Alliance Anticommuniste Argentine) surgissent, qui commettent des massacres d'ouvriers et d'étudiants.

En décembre 1975, le général Videla annonce la fin de « l'opération

Indépendance », affirmant que les forces armées avaient accomplies l'objectif confié qui était « d'anéantir la subversion », selon les paroles du décret promulgué par le gouvernement civil contre les groupes de la guérilla « foquiste »¹ ; pourtant les tueries continuèrent.

Avec le gouvernement mis en place par les militaires en 1976, après le coup d'État, les séquestrations et les disparitions deviennent la méthode principale de répression de la dissidence politique.

L'arrivée du gouvernement civil en 1983, signifia la création d'une Commission Nationale sur la Disparition de Personnes (Conadep), qui collecta les plaintes des familles des détenus disparus, base sur laquelle on jugea les militaires en 1985. Deux années après, le gouvernement civil d'Alfonsín appliqua les lois du Pardon qui acquittèrent beaucoup de génocidaires et peu après Carlos Menem décréta des remises de peine qui permirent la sortie de prison de civils et militaires impliqués dans la répression.

Malgré les lois d'impunité, les militants des organisations de Défense des droits humains impulsèrent la continuation des procès pour la vérité, pour éclaircir les modes opératoires de la répression contre-révolutionnaire et maintenir vivante la mémoire populaire sur le génocide.

Les retards des procès entraînent bien des prescriptions.

Si, depuis 2003, il paraît y avoir une meilleure prédisposition gouvernementale à clarifier le passé et les années de plomb, le pouvoir judiciaire continue à être miné d'agents proches des tortionnaires qui retardent et gênent les procédures.

En plus, il existe des cas emblématiques d'actions génocidaires, comme quand on réalisa le procès et la condamnation du commissaire Etcheolazt; ces jours-là le principal témoin Jorge Julio Lopez disparut, et jusqu'à présent on n'a pas localisé sa destination, pourtant trois ans ont passé : ceci montre que l'appareil répressif est toujours intact. De plus, de nom-



breux témoins du génocide furent et sont encore menacés en permanence dans diverses provinces du pays.

Comme si de rien n'était, dans les forces de police, des agents de l'époque de la dictature militaire sont toujours intégrés aux forces de l'ordre, la structure de la police de Buenos Aires par exemple en compte environ neuf mille. Et ceci se retrouve dans d'autres instances.

La répression de la dissidence politique ne peut être considérée comme une « erreur » ou un « accident », c'est dans l'essence de l'État d'éliminer ceux qui le désavouent, c'est en définitive l'exercice de la souveraineté, cet exercice d'État nécessite des stratégies plus ou moins subtiles selon l'importance du défi.

Anarchistes, nous savons bien que jamais il n'y aura de justice dans des sociétés basées sur l'exploitation et faisant de la domination le dispositif qui garantit la continuité. Le capitalisme est soutenu à travers la propriété privée et l'autorité incarnée dans l'État, dans les macro et les micropouvoirs.

Seule son abolition peut ouvrir des sentiers vers la justice et la liberté.

Antonio Moldes

Militant anarchiste de la Région Argentine, membre de la Fédération libertaire Argentine, section locale de l'Ifa.

Traduit par les Relations Internationales de la Fédération anarchiste.

1. Le « foquisme » est une théorie guévariste de guerre révolutionnaire.

Anarchistes du Portugal

Fred

groupe Proudhon de la Fédération anarchiste
(Besançon)

C'EST À LISBONNE que nous avons retrouvé les anarchistes de la revue *Utopia*, notamment Mario avec qui nous avons longuement pu discuter et qui nous a accueillis très chaleureusement.

Avec Claire Auzias, nous sommes allés au Centre culturel libertaire (CCL) d'Almada, une ville de l'autre côté du Tage, en face de Lisbonne, pour participer à une discussion sur « Technique et pouvoir ».

Ce centre est le plus vieux centre libertaire du Portugal. Il a été ouvert après la révolution du 25 avril 1974. Pendant la dictature de Salazar, surtout entre la fin de la guerre en Espagne et les années 1950, la plupart des anarchistes sont tués, mis en prison ou obligés de s'exiler. Terrain et bâtiments ont été donnés pour créer ce centre dont l'existence a été légalisée dans les années 1980.

On y trouve différents magazines et journaux. Le CCL sert aussi de lieu de réunion pour différents groupes (ABC, AIT, etc.). Le CCL fonctionne en AG mensuelles où toutes les décisions sont prises collectivement. Il est ouvert tous les samedis après-midi. Le CCL mène des activités diverses : librairie, vidéos, débats, centre d'archives, etc. Les personnes du CCL éditent aussi une revue, *Humus*, qui relate les discussions du centre et qui est ouvert aux plumes extérieures. Cependant, il n'y a que peu de groupes structurés. La plupart des gens ne sont pas anarchistes. Le CCL n'est pas vraiment un groupe. Il fonctionne sur des bases individuelles avec un réseau informel. Les gens se regroupent par affinité sur des projets puis se séparent. Le groupe de l'AIT est le plus structuré. Il existe aussi la Rede Libertária (Réseau libertaire) qui rassemble différents groupes et individus autour d'un blog commun qui recense les activités des anarchistes au Portugal et qui publie des textes à discuter.

Les anarchistes lisboètes ont mené des campagnes de solidarité avec le Pérou. Ils ont organisé un 1^{er} mai libertaire, Mayday, qui a rassemblé plus d'une centaine de personnes malgré la campagne de dénonciation entreprise par les médias. Ils organisent un Salon du livre annuel depuis trois ans, qui rassemble

beaucoup de monde. Le mouvement anarchiste reste cependant peu structuré et peu efficace.

L'histoire

Nous avons pu en discuter avec Mario. Il nous a expliqué que les années de dictature de Salazar ont créé une fracture dans le mouvement anarchiste et la société civile en générale. L'armée prend le pouvoir en 1926. En 1933, une nouvelle constitution lui donne les pleins pouvoirs, l'Estado Novo (l'« État nouveau »), régime à parti unique, nationaliste, proche de l'idéologie du parti fasciste italien. Les militants anarchistes, ceux qui ne sont pas morts ou en prison, vont alors s'exiler surtout au Brésil, puis en France. Peu de liens seront maintenus avec le Portugal, contrairement aux luttes anti-franquistes des anarchistes espagnols après la victoire de Franco, qui s'appuyaient sur des réseaux en France et en Espagne.

Mario nous a raconté des anecdotes simples de la résistance à la dictature. C'était par exemple d'écouter les chansons de Léo Ferré, de s'ouvrir à la culture étrangère, souvent française. C'était aussi continuer à lutter dans les mouvements associatifs et coopératifs, comme l'Association des locataires de Lisbonne, dont le président était un militant anarchiste très connu, Emídio Santana, qui, au début des années 1930, a fait un attentat contre Salazar.

Les guerres coloniales des années 1960 vont pousser une autre génération sur les chemins de l'exil : les jeunes déserteurs et réfractaires. Cet exil se fera surtout en direction des pays nordiques, de la France et de la Hollande.

Pendant les cinquante années de la dictature, la résistance interne, y compris armée, a été l'œuvre des anarchistes jusqu'aux années 1940, puis du Parti communiste et, finalement, des groupes maoïstes après 1968. Le Parti communiste est encore très fort et très fier de son identité stalinienne. Il a donc fallu attendre la fin de la dictature pour voir ressurgir les idées libertaires. La « révolution des œillets » et les réalisations qui l'ont accompagnée avaient de fortes tendances libertaires.



Le présent

Aujourd'hui, la plupart des anciens « maos » sont rentrés dans le rang ou ont changé de camp. Un « Bloc de gauche », sorte de NPA ou de Front de gauche, a réussi à s'imposer dans l'espace politique avec des thématiques radicales, entraînant avec lui quelques militants proches des idées libertaires mais ses bons résultats électoraux lui font peu à peu changer son discours.

Cette année est une année faste en matière d'élections au Portugal et la bataille a déjà commencé par le jeu de petites phrases, de jeu d'alliance, d'accusations, de démentis, etc. Un vrai feuilleton politique dans lequel la population n'a rien à gagner.

Concernant la vie sociale du pays, la crise du logement est une véritable calamité au Portugal. La plupart des immeubles sont vides ou en mauvais état. Un gros travail dans ce domaine serait à faire par le biais de coopératives de locataires, des cercles de solidarité et d'entraide pour la rénovation des logements existants, la réquisition des logements vides, etc.

Les enseignants ont mené de longues luttes durant l'année dernière et cette année et

l'échec des discussions avec la ministre, pourtant ancienne militante anarchiste, laisse présager de nouvelles luttes et de nouvelles grèves dans ce secteur.

Porto

À Porto, nous avons pu participer à une réunion de la Rede libertaria qui rassemblait des groupes et individuels de Lisbonne, Porto, Almada, Setúbal, Aljustrel. La réunion s'est déroulée dans le local de l'association Terra viva. C'est une association d'écologie sociale que les anarchistes ont récupérée dans les années 1980, après la fin de la dictature. Ils se sont investis dans cette association et ont pu profiter de l'espace et des statuts de l'association. Ils fonctionnent comme un Centre libertaire et ont des contacts avec les autres locaux anarchistes de Porto. Ils ont une structure qui leur permet d'organiser des camps de vacances pour les jeunes, du soutien scolaire, etc.

Depuis septembre 2008, ils disposent également d'un local dans un quartier populaire. Ils ont fait le choix de mener des actions en direction des immigrés : alphabétisation, soutien aux sans-papiers, et ont eu des problèmes avec la police des frontières. Suite au suicide d'un travailleur pakistanais, les anarchistes et des associations d'immigrés ont dénoncé les pressions de la Police des frontières qui ont rendu impossible son renouvellement de titre de séjour. La police des frontières les a alors attaqués en justice pour diffamation. Quatre associations, dont Terra viva, doivent passer en procès. La solidarité s'organise et une manifestation a eu lieu à Porto.

Parmi leurs autres activités, on peut citer une campagne autour des transports publics qui n'est pas sans rappeler la campagne pour les transports gratuits menée par différents groupes en France. Ils organisent des visites du Porto révolutionnaire afin de perpétuer l'histoire du mouvement anarchiste. Qui sait que l'attentat programmé contre Salazar était l'œuvre d'un anarchiste ? Qui connaît les lieux, les personnages du mouvement anarchiste portugais ?

D'autres activités ont lieu dans les locaux de Terra viva comme la création d'un mouvement des précaires et chômeurs, proche du mouvement des chômeurs du Brésil. Chaque semaine est organisé un repas collectif grâce à de la récup' de produits sur les marchés ou auprès de certains commerçants. Ils animent aussi des séances d'auto-formation, des lectures collectives, sociales, des fêtes inter-culturelles, des concerts, des bourses d'échanges de savoirs, etc. Ils ont une bibliothèque et un point ordinateur/internet que les gens du quartier utilisent gratuitement. Le lieu est ouvert trois jours par semaine. Selon eux, il manque un groupe anarchiste et une organisation anarchiste spécifique.

Espérons qu'une telle organisation puisse voir le jour au sein de l'Internationale des Fédérations Anarchistes.

F.

Ça se bouscule chez Maurice



LE CHANTEUR DU GROUPE Osfub – On s’fait une bouffe –, Éric Lemaire, vient de publier *Debout dans l’aquarium*, aux éditions Chant d’orties. Des portraits sur fond de crise économique, quelques années après l’arrivée de la gauche au pouvoir en 1981.

Paul Hussion: *Debout dans l’aquarium* est ton premier livre. Que racontes-tu ?

Éric Lemaire: Dans les années quatre-vingt, autour du bar « Chez Maurice », un quartier qui a connu la prospérité industrielle sombre tout doucement dans l’oubli et l’immobilisme. Les grands espoirs portés par la gauche et l’élection de Mitterrand ont été de courte durée : les usines ferment, les ouvriers se retrouvent sur le carreau, et l’idée d’un capitalisme à visage humain où l’ambition et la réussite personnelle pourraient servir un progrès social et solidaire s’avère être une grande supercherie. Alors, certains habitants de ce quartier se noient dans l’alcool ou la solitude, d’autres surnagent en s’accrochant désespérément à un bout de radeau. Ils se croisent, se rencontrent, se ratent ou s’espèrent.

P.H.: Comment t’es venue l’idée de l’écrire ?

É.L.: En 1981, j’habite une ville du Nord, Denain, située près de Valenciennes, construite autour de l’industrie des mines et de la sidérurgie. L’élection de Mitterrand en 1981 a fait l’objet de grandes fêtes dans la ville : la gauche allait sauver ces industries et toute l’économie de cette région. Malheureusement, ce ne fut pas le cas, et la visite du Président un an plus tard dans cette même ville s’est terminée par des jets de boulons et la répression des forces de l’ordre. J’ai traîné ces images pendant de nombreuses années, et certaines transparaissent déjà dans les chansons que j’écrivais. Je pense que cette période a été charnière dans l’histoire contemporaine de notre société : le monde ne serait plus révolutionnaire, il deviendrait réformateur. La lutte ne serait plus de classe, mais de corporation. Les manifestations récentes de 2009 sont enfin un retour à

des combats pour des valeurs communes de solidarité, de défense du service public, de respect de l’autre. On verra bien si tout cela marquera la fin de cette période de « désabusion » qui a duré trente ans !

P.H.: Beaucoup de tes personnages sont déglingués, physiquement et moralement. Pourquoi ?

É.L.: Déglingués ? Oui, c’est vrai. Ils portent tous en eux une certaine tristesse, peut-être parce que dans leurs regards, on peut déjà y lire ce que deviendra le monde dans les années qui ont suivi : fragilité et destruction de lien social, avènement d’un capitalisme par nature sans scrupule, peur de l’autre jusqu’à la création indécente d’un ministère de l’Identité nationale... Ils sont devenus réels en trouvant une existence, une tangibilité dans ce livre.

P.H.: Le bar « Chez Maurice » a-t-il une signification particulière pour toi ?

É.L.: Le bar a toujours été un lieu populaire de rencontres, d’échanges, de transgressions, politiquement incontrôlable où les frustrations et les brimades de toute une classe sociale trouvaient un exutoire dans l’alcool, la musique, et les grandes claques dans le dos qui font que les gens se sentent vivants. Pourquoi « Chez Maurice » ? Parce que, à l’époque, quand on entrait dans un bar, on entrait chez quelqu’un, le patron du café, dont on connaissait les idées, qui connaissait toutes les his-

toires du quartier, une sorte de griot immobile transmettant oralement les petites nouvelles d’un monde trop grand pour les écouter.

P.H.: Qu’est-ce qui a changé aujourd’hui dans ce quartier (même si tu ne le situes pas dans une ville précise) ? Y’a-t-il encore des points communs ?

É.L.: Bien sûr qu’il existe encore des points communs, mais il est vrai que ces quartiers sont de plus en plus rares. Ceux qui étaient au centre-ville ont été balayés pour construire des parkings et des bureaux, ceux qui étaient dans les quartiers excentrés sont tombés en déshérence, et rares sont les quartiers populaires qui ont résisté aux coups de pelleuse et au Mac’Do.

P.H.: Dans le livre, il y a des poèmes (textes de chansons) et des récits. Est-ce difficile de passer de l’un à l’autre ?

É.L.: Quand j’ai écrit les paroles des chansons de l’album *Portraits crachés*, j’avais déjà tous ces personnages en tête. Comme disait Bashung, j’étais « noir de monde ». Mon écriture sur cet album est très « cinématographique ». Les nouvelles m’ont permis de me libérer de la rigidité qu’engendre l’écriture d’une chanson, avec ses contraintes d’espace par rapport à la musique, ses contraintes techniques (rimes, pieds...), la musicalité des mots...

P.H.: Tu écris, tu illustres, tu chantes, tu joues de la guitare. Quel est le lien entre toutes ces activités ?

Debout dans l’aquarium (récits croisés), Éric Lemaire, éditions Chant d’orties, 12 euros. Illustrations couverture et intérieur Éric Lemaire. Site internet du groupe Osfub : onsfaitunebouffe.free.fr

É.L.: Je pense qu'il y a chez moi ce besoin d'équilibre entre intérieur et extérieur: j'ai besoin de moments de solitude dans mon « laboratoire » pour aller chercher au fond de moi les émotions que j'ai envie de transmettre, que ce soit au travers de l'illustration, de l'écriture d'une chanson, en prenant le temps de ciseler, de raturer, de reprendre. Mais cette solitude n'a qu'un but: aller à la rencontre de l'autre, provoquer l'échange. Et défendre par petites touches tendres et ironiques mon amour de l'animal humain.

P.H.: Après le Nord, tu t'es installé du côté de Vitrolles. C'était quand?

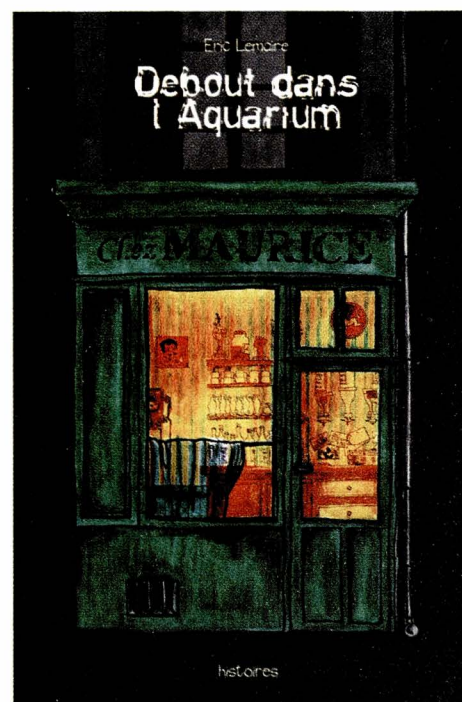
É.L.: Je me suis installé à Vitrolles, avec mes parents, dans les années quatre-vingts. J'ai fait quelques études (BTS de communication, MST Métiers de l'image et du son), et à 25 ans, ayant épuisé tous les sursis possibles, j'ai décidé que je serais objecteur de conscience. Après, j'ai été responsable puis salarié de l'as-

sociation « Le sous-marin », café-musique installé à Vitrolles, qui a lutté pendant des années avec les associations de la ville contre la politique municipale menée par Bruno Mégret (MNR). Parallèlement, de nombreux voyages à l'étranger, et puis premiers concerts, premières peurs sur scène, et quelques albums...

P.H.: Quels sont tes projets d'écriture?

É.L.: Je viens de terminer l'écriture du 3^e album du groupe Osfub Je me sens toujours un peu « vidé » pendant cette période, en me demandant ce que je vais bien pouvoir raconter sur le prochain! Mais en général, cette période ne dure pas longtemps et l'envie d'écrire revient rapidement. Et puis la rencontre avec « Chant d'orties » m'a donné envie de réitérer l'expérience de l'écriture de nouvelles. Alors peut-être à bientôt!

Propos recueillis par Paul Hussion



De la microrésistance à la stratégie **multifronts**

L'ARTICLE TITRÉ « Métaphysique de l'individu, métaphysique du groupe » de Michaël Paraire dans le *Monde libertaire* n°1555 (du 7 au 13 mai 2009) soulève beaucoup de questions, mais je veux me concentrer sur un seul élément. Ce que je me demande est: est-ce qu'il est nécessaire de penser en termes de « ou, ou », comme Paraire le suggère, quand il oppose une théorie des microrésistances à une théorie révolutionnaire générale, globale (p. 15)? Je pense que non. Pourquoi?

D'abord, l'anarchisme ne se laisse pas figer comme une idéologie libertaire fermée. Il apparaît comme une « source » qui favorise la naissance de l'esprit autonome. Cela a son « impact » sur l'individu, les communautés, les groupes et les collectivités libertaires.

Quant aux actions libertaires, on doit avoir confiance dans les individus qui osent dire non et qui montrent leur « microrésistance » dans la vie quotidienne. Par exemple, en décembre 1955, Rosa Parks (1913-2005) une femme noire et inconnue refuse de céder sa place à un homme blanc dans un bus de Montgomery (Alabama, États-Unis). Cela déclenchera des actions d'un vaste mouvement pour les droits civiques et contre la discrimination raciale.

En même temps, entre ces individus qui montrent leur « microrésistance », on trouve également des personnes qui s'occupent de développer la théorie et l'action libertaire ou qui organisent la subversion. Car, contrairement à Paraire, je ne consens pas à exclure la



présence à la fois de l'un et de l'autre. C'est-à-dire, on ne doit pas penser en termes de « ou, ou » mais plutôt en termes de « et, et ». Ainsi, pour moi, c'est un faux choix que Paraire nous sert.

De plus, prenons l'exemple de la révolution espagnole de 1936-1939: il rencontre le même problème que ceux abordés par Kropotkine pour établir sa théorie dans son *Entraide*. Il n'y a pas de réponse adéquate à la question: pourquoi beaucoup de ces exemples d'entraide qui supposent une durabilité, ont-ils « disparu »?

Je concède à Paraire l'argument « si les militants de la CNT et de la FAI n'avaient pas eu un programme général, un discours et des objectifs de masse, l'expérience de la collectivisation agricole et industrielle n'aurait jamais pu voir le jour dans l'Espagne libertaire ». Cela a duré trois ans. Puis, la réaction fasciste et cléricale a « éteint la lumière » dans la société espagnole pour plus de trente ans! De quelle durabilité parle-t-on? Pourquoi beaucoup d'exemples donnés ne parviennent pas se pérenniser?

En outre, ce qui m'embarrasse c'est quand Paraire écrit qu'« aujourd'hui, il ne fait aucun doute que la pensée nominaliste individualiste constitue un frein au développement de la théorie et de l'action libertaire ». Comment!

Un frein? Quel anarchiste se laisse freiner pour développer la théorie que Paraire vise? Quel anarchiste se laisse freiner pour n'importe quelle action libertaire?

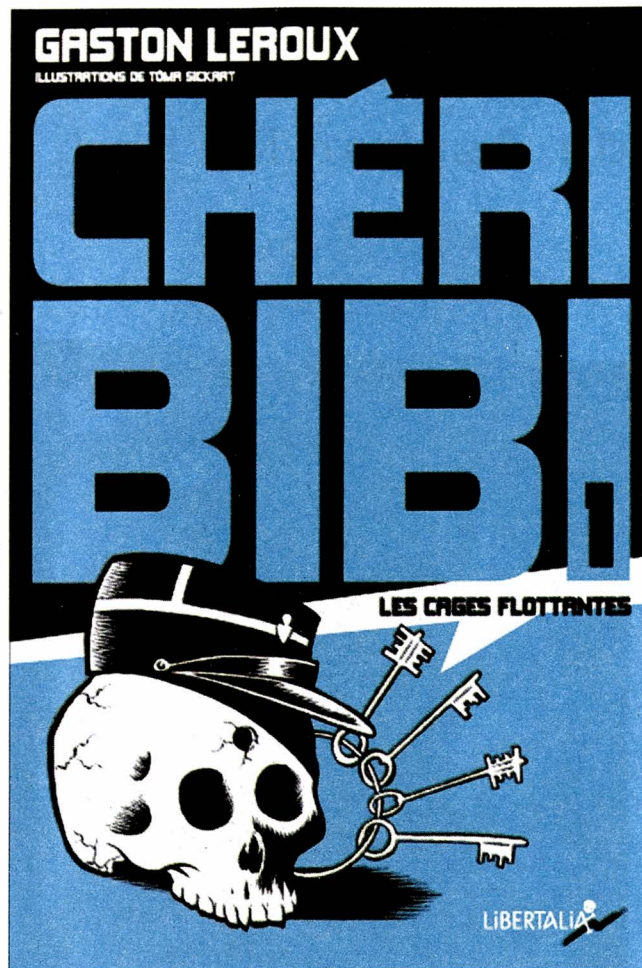
Si on cherche un exemple de personnalité libertaire qui a réussi à lier « individu » et « collectivité » (pratique et théorique) dans ses pensées, il faut relire Élisée Reclus.

L'anarchisme va de pair avec un esprit ouvert et son terrain d'action est le monde, micro, méso et macro. On attaque l'ordre régnant par une stratégie « multi-fronts » et bien « chacun selon ses capacités et possibilités ».

Thom Holterman

Rédacteur de la revue anarchiste hollandaise *De AS*.

Les cages flottantes



QUI NE CONNAÎT PAS CHÉRI-BIBI ? Son nom est devenu, dans l'inconscient collectif, emblématique du mauvais garçon à la sale gueule et au grand cœur. Bagnard écrasé par le sort, bref, la mouise, il ne cesse de répéter « Fatalitas ! » comme s'il poussait un soupir devant tant d'acharnement de la malchance à son encontre. Toute son histoire est marquée par l'infamie de crimes qu'il n'a même pas commis, mais dont il a le profil type pour endosser la responsabilité. À mauvais endroit, au mauvais moment, pourrait-on dire, et surtout de la mauvaise classe sociale, nous fait vite comprendre Gaston Leroux.

Après le succès énorme qu'avait connue la publication des aventures de ce « criminel malgré lui » en 1913, le feuilleton télévisé tiré des aventures de notre bagnard et de ses compagnons de sort avait marqué les esprits dans les années soixante-dix, mais bien peu de gens ont, aujourd'hui, lu cet ensemble romanesque concocté par Gaston Leroux, le créateur d'un autre héros populaire : Rouletabille. Les éditions Libertalia nous donnent donc l'occasion de nous replonger avec délectation dans cet ouvrage trop oublié, et à vrai dire carrément mal connu et sous-estimé.

D'abord publiées sous forme de feuilleton, les aventures de Chéri-Bibi ont par la suite été en quelque sorte compilées, le premier tome de ce regroupement étant *Les Cages flottantes*. L'ambiance n'est pas celle de la « Croisière s'amuse », même si, par bien des aspects, l'humour ne manque pas. Gaston Leroux, s'il ne

dénonce pas le bagne et les conditions des bagnards à la manière d'un Albert Londres, met cependant de facto le lecteur du côté des enfermés, des réprouvés que l'on déporte loin de la métropole. L'administration pénitentiaire n'est pas ménagée, et la sympathie du lecteur va instantanément à ces malfrats qui, s'ils sont de mauvais garçons, ont cependant, même à eux seuls, plus de cœur que tous les surveillants réunis. Ces derniers, trouillards et incompetents, n'ont que la force pour eux, laquelle ne vaudra pas grand-chose face à la détermination et à la solidarité... Tout en se défendant d'être un anarchiste, Chéri-Bibi n'aspire qu'à un ordre social plus juste, à la tranquillité, bref, à devenir un bourgeois comme un autre !

Derrière l'acharnement du sort, de la fatalité à l'encontre de son héros, Gaston Leroux dénonce la position au-dessus des lois des classes dominantes, de la bourgeoisie, et l'injustice à laquelle est soumise sans répit la classe populaire, condamnés d'avance. Pourtant, au-delà des sujets graves abordés qui servent de support et de décors à l'intrigue (l'injustice sociale, la déportation au bagne), on se laisse séduire dès les premières pages par le style de Leroux. Il nous tient en haleine, nous dépeint avec brio des personnages attachants et aux personnalités fortes. On devient vite accro à la lecture de ces pages de fiction populaire, et on se surprend à dévorer ce recueil, de rebondissement en rebondissement, en se demandant au final pourquoi

celui-ci ne faisait pas déjà partie de notre bibliothèque.

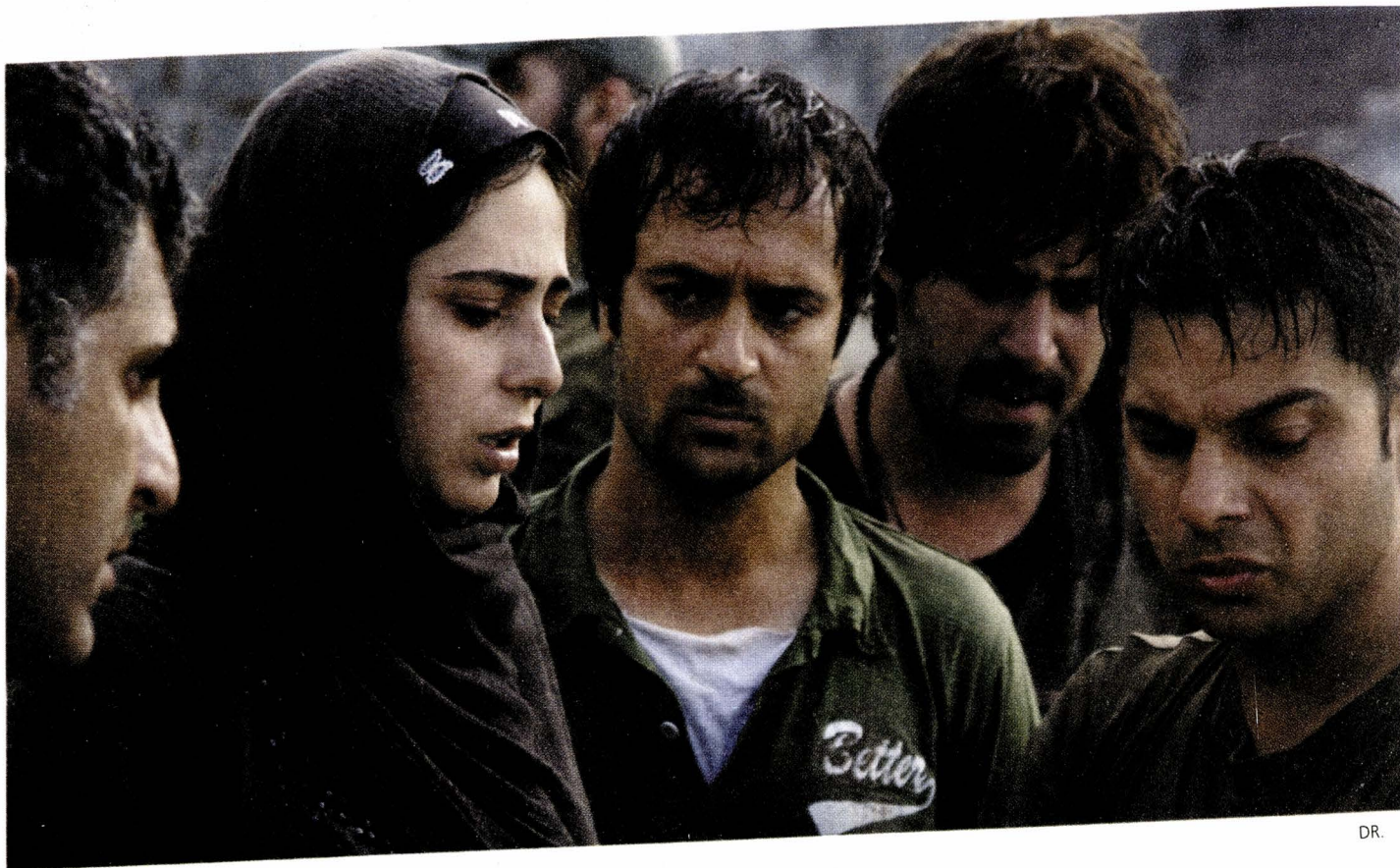
Au-delà de la très bonne idée d'une telle publication, les éditions Libertalia ont eu la bonne idée de commander une fort bonne préface à l'auteur du fanzine Chéri-Bibi, qui, naturellement, s'en donne à cœur joie sans manquer une occasion de nous instruire davantage sur le contexte et le sens à donner à cette lecture. Élément incontournable de cette édition, la contribution d'un dessinateur bien connu du lectorat du *Monde libertaire* : en effet, c'est Tóma Sickart qui illustre non seulement la couverture mais aussi les chapitres de ce recueil. Et le résultat est des plus enthousiasmants : les gueules de malfrats, les costumes et les décors servent le texte sans le pervertir, et donnent une atmosphère qui convient à merveille aux aventures de notre héros. Pour finir, une bonne nouvelle pour celles et ceux qui ont déjà lu ce tome : le deuxième tome des aventures de Chéri-Bibi, intitulé *Chéri-Bibi et Cécily*, sortira début octobre 2009, et sera cette fois illustré par le talentueux Thierry Guitard.

Bibo

Chéri-Bibi, Les Cages flottantes, Gaston Leroux, 13 euros, 352 pages. Disponible à la librairie du Monde libertaire, 145, rue Amélot, 75011 Paris, librairie-publico.com.

Darbaraye Elly

de Asghar Farhadi



DR.

UNE VOTURE ROUGE qui risque de s'enfoncer dans la mer. Une jeune femme radieuse qui court avec un cerf-volant. Une petite fille qui crie au secours, car les adultes sont occupés et ne font pas attention aux enfants. Un drame survient. Suivi d'un autre incident dramatique qui est beaucoup plus grave et qui reste, en grande partie, inexpliqué... et tout ça devant les vagues majestueuses, menaçantes et indifférentes de la mer Caspienne. Asghar Farhadi a écrit et réalisé ce scénario, il est producteur exécutif, signe décors et costumes de son film grave et léger à la fois. C'est un portrait précieux et singulier de la société iranienne à travers plusieurs couples, avec et sans enfants.

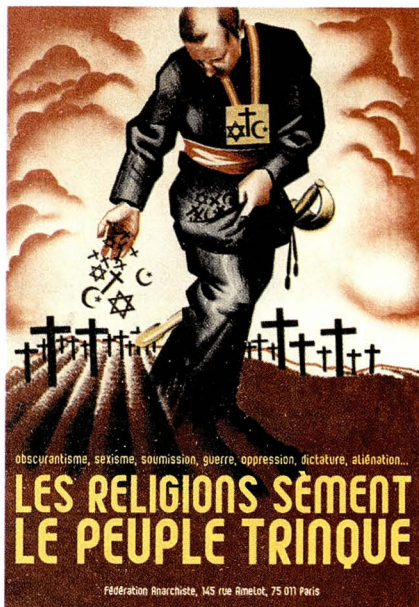
Plusieurs générations sont donc réunies pour passer un week-end près de la mer Caspienne. Le frère de Sepideh, Ahmad, émigré en Allemagne, est de retour. Mais il va repartir et Sepideh voudrait tellement qu'il rencontre et épouse cette femme magnifique qu'est Elly, l'institutrice des enfants que tout le monde l'adore. Comment ne pas l'adorer. Elle est belle comme le jour. Son sourire n'a d'égal

que la beauté de Sepideh. Mais Elly ignore tout du dessin des autres. Tous dévoilent donc leurs pensées et on admire le savoir-faire de Farhadi pour nous présenter et différencier tant de personnalités affirmées. Mais cette entente profonde des amis et de la famille vole en éclats quand le conflit éclate. Et ce ne sont pas les conflits de chiffons et de vaisselle. C'est une déferlante de griefs qui sortent au grand jour, chacun dévoile ce qu'il a retenu en lui-même. Les hommes ont des discours plus affirmés, rempli de certitudes sur l'honneur qu'il faudrait sauver, sur ce qu'on fait et ce qui est idiot d'entreprendre et prononcent les paroles qui font mal. Les femmes sont bouleversantes, surtout le personnage de Sepideh se déploie dans toute sa générosité, ses désirs affirmés, sa volonté de bonheur pour son frère et pour l'autre mystérieuse disparue, Elly.

Un film aux personnages complexes. Chaque personne est un mystère, les apparences sont trompeuses. Rarement un film de vacances, un week-end passé à la mer, dans une villa trouvée en dernière minute, aura viré

à un tel cauchemar du réel, celui qui arrive sans crier gare... un cauchemar d'amours rêvés, déçus mais invincibles... un quotidien fait aussi de scènes d'auto-flagellation, où émergent les angoisses des uns et des autres, elles se disent et s'analysent. Oui, ce drame a pu avoir sa source dans les moqueries proférées sans égards, les paroles peuvent blesser. Tout le monde y est allé de son couplet, sans connaître l'autre, a fait des remarques juste comme ça, sans réfléchir. Et malgré ce huis clos forcé, c'est un film-cinéma ouvert sur le monde, sur un pays, sur la planète insaisissable du désir des hommes. Toutes ces personnes si vivantes si présentes aiguissent notre regard. Par cette fiction, nous approchons de la vérité des êtres et d'une vision globale de l'Iran et de ses habitants. Elly, Sepideh, Ahmad et tous les autres, étaient sûrement dans la rue, il n'y a pas si longtemps: qui sait ce qui leur est arrivé. Ô En tout cas, nous les aimons et nous sommes de tout cœur avec elles, avec eux.

Heike Hurst



Affiche disponible à la librairie du Monde libertaire.

Abonnez-vous !

On peut maintenant, outre le courrier, s'abonner « en ligne », avec paiement sécurisé et tout et tout :

www.librairie-publico.com

Vous en profiterez pour commander, du même coup, les nouveautés de la librairie du Monde libertaire, et télécharger les récents catalogues au format .pdf

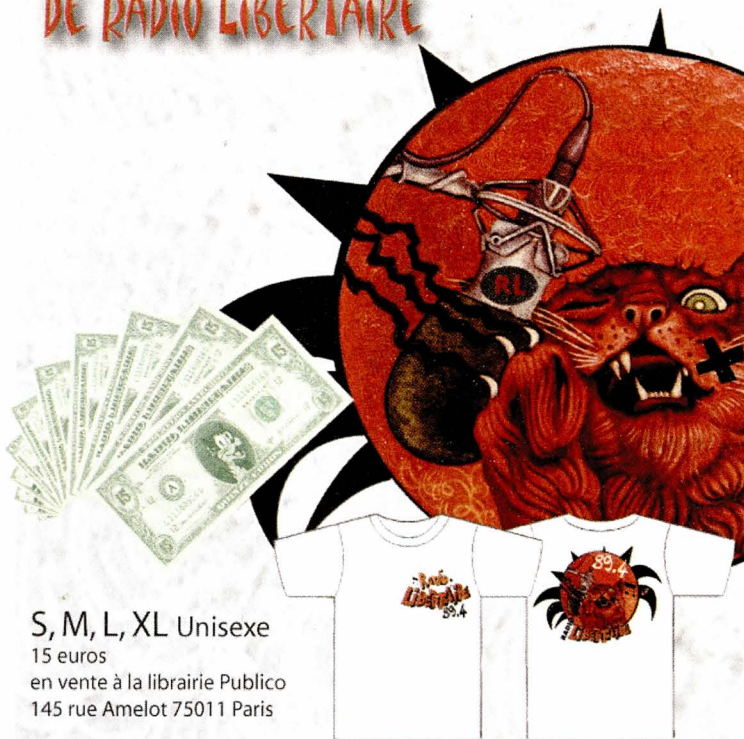
Pour trouver facilement les points de vente près de chez vous, le site

www.trouverlapresse.com

un outil de notre diffuseur, les NMPP, est à votre disposition. Si vous ne disposez pas d'un accès Internet, n'hésitez pas à nous téléphoner : 01 48 05 34 08, entre 14 heures et 19 h 30. Achetez *Le Monde libertaire* le plus souvent possible, et dans le même lieu, et n'hésitez pas à insister pour qu'il soit bien visible.



VENDEZ VOS ACTIONS ET INVESTISSEZ DANS LE NOUVEAU T-SHIRT DE RADIO LIBERTAIRE



Radio Libertaire 89.4 - <http://www.federation-anarchiste.org/rl> - <http://media.radio-libertaire.org/>

Contrées libertaires

Pavillon Noir sur la Vienne

Feu la Liaison L'Amitié du 86 qui se renforce et se transforme en groupe. Le groupe Pavillon Noir de la Fédération anarchiste du 86 se veut anticapitaliste, décroissant, antisexiste, antiraciste et antifasciste.

Notre groupe invite tous les sympathisants et les sympathisantes, militants et militantes sensibles à nos valeurs à nous contacter à l'adresse suivante : f.anar.86@gmail.com.

Corrèze libertaire

Le groupe corrézien de la Fédération anarchiste José Fortuny s'est lancé et appelle les sympathisants, anars et lecteurs à nous rejoindre pour faire entendre dans ce brave département une parole libertaire. Pour tout contact et rencontre sur les marchés. Contactez La librairie du Monde libertaire pour l'instant.

Rennes enragée

Un nouveau groupe de la Fédération anarchiste est créé à Rennes.

Le groupe La Digne Rage est composé pour l'instant de militants et militantes adhérents à la Fédération anarchiste depuis plusieurs années. Nous intervenons dans les luttes locales et régionales, à travers divers collectifs, syndicats de lutte, squats, lieux de culture alternative, et nous souhaitons, en tant que groupe fédéré, y relayer les campagnes fédérales, et y propager les idées anarchistes. Nous tenons aussi à populariser les luttes internationales émancipatrices (en particulier celles de l'Amérique latine), et ceci en lien avec L'Internationale des fédérations anarchistes.

Nous souhaitons évidemment travailler en commun avec nos compagnons et compagnes du groupe La Sociale, au sein d'une Union locale, sur les terrains de lutte qui nous sont communs (la décroissance libertaire, l'anti-électorisme, l'antireligion...). Et nous essayerons de lancer des initiatives communes avec les autres organisations libertaires présentes à Rennes.

Radio libertaire

Jeudi 10 septembre

Chronique hebdo (10 heures) Commentaire de l'actualité en direct. chaque semaine, et en réécoute sur <http://chronique-hebdo.blogspot.com/> Avec les animateurs Jacques, Gérard et la participation de Josie.

De rimes et de notes (12 heures) Actualité de la chanson et du spectacle Emission spéciale "Les onomatopées dans la chanson".

Radio cartable (14 heures) La radio des enfants des écoles d'Ivry-sur-Seine.

Petites annonces d'entraide (16 h 30).

Si vis pacem (18 heures) Émission antimilitariste de l'Union Pacifiste.

Les enfants de Stonewall « Affinités électives » (19 h 30) Émission gay et lesbienne.

Vendredi 11 septembre

Petits matins pour le grand soir (08 h 30) L'émission des enfants du Père La Purge.

L'écho des cabanes (11 heures) Émission des familles de détenus

Koumbi (16 heures) Chroniques africaines.

La grenouille noire (21 heures) Émission écolo-libertaire.

Samedi 12 septembre

La Philanthropie de l'ouvrier charpentier (10 heures) Fakir avec François Ruffin.

Chronique syndicale (11 h 30) *La France au travail* collectif Ires (éditions de l'Atelier); Dans le monde, une classe en lutte.

Chroniques rebelles (13 h 30) Christiane Courvoisier chante et dit *Les Mémoires en Rouge et noir. Espagne 1936-1939*

Deux sous de scène (15 h 30) Magazine de la chanson vivante.

Longtemps, je me suis couché de bonne heure (19 heures)

Anne Baraou, scénariste de la bande dessinée « Une demi-douzaine d'elles » (L'Association); Fanny Dalle-Rive, dessinatrice de la bande dessinée « Une demi-douzaine d'elles » (L'Association); Marie Bourillon, distributrice (Les films du Préau), pour la sortie « salles » du court-métrage de Suzie Templeton, « Pierre et le loup ».

Orpheus antissa, les jardins d'Orphée (21 heures)

Chronique artistique. Musique classique et contemporaine.

Nuits off (23 heures) Autour de la BO de *Crossing Over*, le film de Wayne Kramer.

Dimanche 13 septembre

Goloss trouda, la voix du travail (08 heures) Émission franco-russe.

Ni maître, ni dieu (10 heures) Coordination des Libres Penseurs.

L'heure Stratocaster (15 h 30) Riffs et gros sons par des ados pour tous ceux qui aiment le rock.

Il y a de la fumée dans le poste (18 h 30) L'actualité des drogues en général et du cannabis en particulier.

Lundi 14 septembre

Lundi matin (11 heures) L'actualité passée au crible de la pensée libertaire.

Les portageux de la Commune (13 heures).

Terre et Liberté (16 heures) Luttés des peuples sans État. Artiste et paysan tzeltal, Antun kojtom Lam et Raoul Velasco, artiste mexicain installé à Paris.

Agora libertaire (18 heures) Émission des groupes régionaux de la Fédération anarchiste

Le monde merveilleux du travail (19 h 30) Anarcho-syndicalisme. Le Syndicat Interprofessionnel de la Presse et des Médias (SIPM - CNT).

Ca urge au bout de la scène (21 heures). Actualité de la chanson.

De la pente du carmel, la vue est magnifique (22 h 30).

Mardi 15 septembre

Le Parisien libertaire (8 heures) Faut libérer Paris! Retour non-exhaustif et militant sur l'actualité parisienne.

L'idée anarchiste (14 h 30) Réflexion sur l'anarchisme Textes historiques ou actuels.

Un peu d'air frais (16 heures) Écologie libertaire Reportages et infos pratiques.

Idéaux et débats (18 heures) Délicatesse des femmes, femmes en délicatesse.: David Foenkinos, pour *La délicatesse*; Gallimard); Véronique Ovaldé, pour *Ce que je sais de Vera Candida* (L'Olivier); Anne Plantagenet, pour *Le prisonnier*, Stock).

Paroles d'associations (19 h 30) Dominique, membre du groupe Kropotkine de la Fédération Anarchiste qui organise le Salon du Livre libertaire à Merlieux les 26 et 27 septembre.

Emission spéciale (20 h 30) Antenne ouverte aux auditeurs.

Muzar (22 h 30) Autour de l'art contemporain.

Mercredi 16 septembre

Court-circuit (09 h 30) Philosophie, Art et Politique.

Blues en liberté (10 h 30) Émission musicale blues Voisins et blues.

Femmes libres (18 h 30) La Marche Mondiale des Femmes contre les Violences et la pauvreté, organisation pour la 3^e marche mondiale 2010. Pour en savoir plus: www.marchemondialedesfemmes.org.

Ras les murs (20 h 30) Actualités des luttes des prisonniers.

89.4 MHz en région parisienne
rl.federation-anarchiste.org



**Samedi 26 et
dimanche 27 septembre**

Merlieux (02)

Salon du livre libertaire,
programme complet la semaine
prochaine.

Samedi 12 septembre

Marseille (13)

17 heures. Le mandat impératif de la Révolution française à la Commune de Paris. Causerie animée par Pierre-Henri Zaidman. Au local du Cira, 3, rue Saint-Dominique. Permanences du mardi au vendredi de 15 heures à 18h30 avec une prolongation le mardi jusqu'à 21 heures. Téléphone: 09.50.51.10.89 (tarif local en France). Télécopie: 04.91.56.24.17. Courriel: cira.marseille@free.fr

**Dimanche 4 et
lundi 5 octobre**

Colmar (68)

Fermons la centrale de Fessenheim et Sortons du nucléaire ! Partout en France, mobilisons-nous pour le rassemblement européen à Colmar (Alsace). Découvrez le programme (concerts, spectacles, conférences...). Organisez un départ groupé dans votre ville. Commandez gratuitement des tracts et affiches. fermons-fessenheim.org

Samedi 19 septembre

Paris XI^e

16h30. Forum débat et projection du film *Charles Fourier: l'illusion réelle*, par Simone Debout. Un film de Nicole Chosson, Annie Trassaert, Martin Verdet et Simone Debout. Débat avec les réalisatrices. À la Librairie du *Monde libertaire*, 145, rue Amelot, M^o République, Oberkampf ou Filles du Calvaire.

Dimanche 20 septembre

Montreuil (93)

De 14 à 20 heures. Journée Zone de gratuité, rue piétonne, bar gratuit, brocante gratuite, musique, scène ouverte. Rue de Villiers à 5 minutes du métro Mairie-de Montreuil, ligne 9.

Samedi 26 septembre

Paris XVIII^e

15h30: Isabelle Pivert, fondatrice des Éditions du Sextant animera un débat autour de la réédition de l'ouvrage de Jean Grave: *Mémoires d'un anarchiste 1854-1920*. Bibliothèque La Rue au 10, rue Robert-Planquette. Tél.: 01.42.23.32.18 ou bibliothèque-larue.over-blog.com. Permanence tous les samedi de 15 heures à 18 heures.

Paris XI^e

16h30. Forum débat: Abécédaire de la société de surveillance (Editions Syllepse). Avec David Forest. À la Librairie du *Monde libertaire*, 145, rue Amelot, M^o République, Oberkampf ou Filles-du-Calvaire.

Samedi 3 octobre

Paris XI^e

16h30. Forum débat: La liberté des peuples. *Bakounine et les révolutions de 1848* (Atelier de Création Libertaire). Avec Jean-Christophe Angaut. À la Librairie du *Monde libertaire*, 145, rue Amelot, M^o République, Oberkampf ou Filles-du-Calvaire.

Dimanche 11 octobre

Massiac (15)

10 heures. L'association laïque des Amis d'Anne et Eugène Bizeau organise le 19^e hommage au poète vigneron, anarchiste Eugène Bizeau et à son épouse Anne, institutrice syndicaliste, au Centre administratif (près de la mairie). Gaétano Manfredonia présentera ses travaux sur: *L'histoire de la chanson anarchiste en France des origines à 1914* où il retrace l'évolution de la production chansonnière anarchiste. Après, verre de l'amitié et repas fraternel (réservation à l'association: Tél. 04.71.50.04.27).

Samedi 31 octobre

Cuisery (71)

20 heures. Concert avec Yves Meunier puis François Gaillard, dans le cadre du Salon du Livre de Cuisery (voir dimanche 1^{er} novembre). Salle le Palace.

Dimanche 1^{er} novembre

Cuisery (71)

De 10 à 18 heures, 2^e Salon du Livre libertaire organisé par la librairie associative *les Chats Noirs*, le groupe libertaire de Saône-et-Loire et le groupe la Vache Noire de la Fédération anarchiste. Salle du Temps Libre à Cuisery à 10 km à l'est de Tournus (71). Buvette et restauration à prix libre pour les exposants et les organisateurs. Participation sur la base de 10 % de vos ventes pour les exposants, à discuter. Demander Jean-luc pour tous renseignements.



LUTTES anti-impérialistes

cycle 2009

en Amérique Latine

★ mercredi 16 septembre

Le Venezuela (19 h - 21 h)
avec **Maximo Altuve**

★ vendredi 18 septembre

Cuba (19 h - 21 h)
avec **Leyde Rodriguez Hernandez**

★ samedi 19 septembre

La Colombie (17 h - 19 h)
avec **Manuel Salamanca**

★ samedi 26 septembre

Le Chili (17 h - 19 h)
avec **Francisco Pena Torres**

★ vendredi 2 octobre

La Bolivie (19 h - 21 h)
avec **Alfonso M. Dorado Escobar**

★ vendredi 9 octobre

Le Pérou (19 h - 21 h)
avec **Jean-Michel Rodrigo**

★ vendredi 16 octobre

L'Argentine (19 h - 21 h)
avec **Marcelo Nowersztern**

Université populaire
de Montreuil

9, rue François Debergue
93100 Montreuil

Métro : Croix de Chavaux
ligne 9